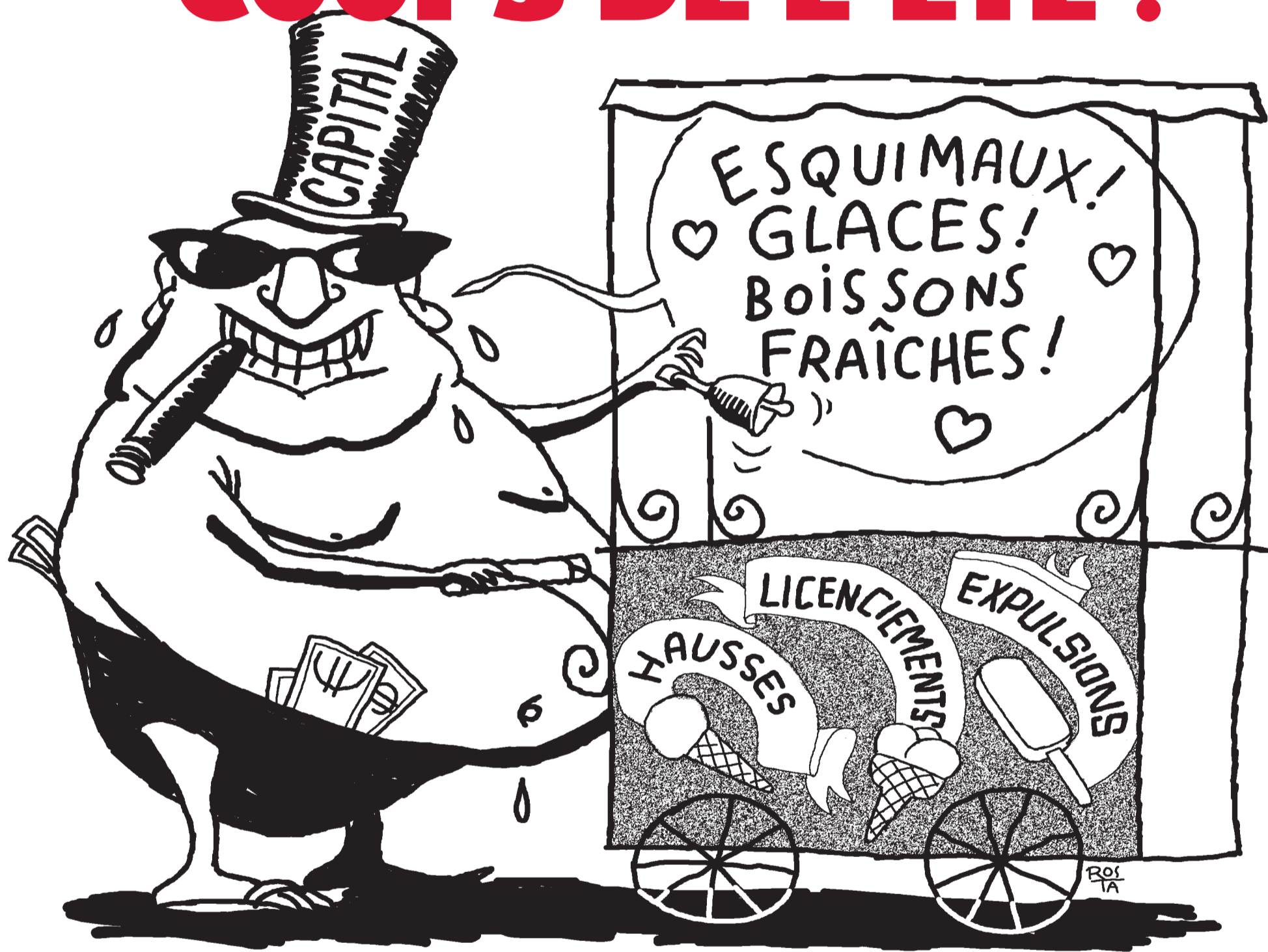




Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

GARE AUX MAUVAIS COUPS DE L'ÉTÉ !



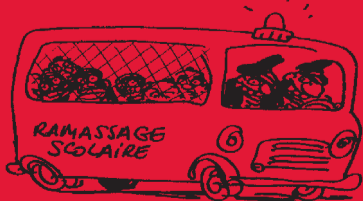
FRANÇAIS-IMMIGRÉS | PAGE 3

MIEUX ? | PAGE 5

SYNDICAT | PAGES 6-7

ET AUSSI...

**CHASSE À
L'ENFANT**



**MODÈLE
SOCIAL
ANGLAIS**



**CGT 48^E
CONGRÈS
BILAN**



**CPE:
INTERVIEW
DE LYCEENS
ÉTAT
POLICIER
LES CANUTS**

NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n° 48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

UNITÉ DES TRAVAILLEURS CONTRE LA LOI SARKOZY

Le vote de la loi Sarkozy est un nouveau cran dans la réduction des droits des travailleurs immigrés. Le PS, qui prépare l'alternance, s'est montré des plus discrets sur le sujet. N'attendons pas, l'expérience des lois Chevènement a été faite, qu'il représente en matière d'immigration (comme sur bien d'autres questions) une quelconque alternative à la politique actuelle.

PILLAGE DE L'AFRIQUE

Nicolas Sarkozy s'est empressé d'aller expliquer la loi aux gouvernements africains, alors que la chambre des députés venait juste de la voter en première lecture. Il a été reçu par des manifestations au Mali. Visite provocation. Il n'a pas craint d'affirmer que « nous n'avons pas besoin de l'Afrique ».

Ainsi, l'impérialisme français n'aurait pas besoin de l'or (BOUYGUES) et de du coton du Mali, de l'uranium du Niger (COGEMA), du pétrole du Tchad, du Gabon et du Congo (TOTAL). Ce serait donc pour le bien des Africains que la France entretiendrait des troupes en Afrique et y soutiendrait des gouvernements menacés, comme dernièrement au Tchad.

Est-ce pour le bien de l'Afrique que la France organise maintenant une immigration dite « choisie », qui vise à capter les compétences africaines, qui sans cela pourraient aller renforcer les USA ? Aujourd'hui les « cerveaux », toujours les « bras », hier les soldats. L'impérialisme français pourrait se passer de l'Afrique, mais non du travail et du sang des Africains et des ressources de leurs pays !

OÙ EST LE PROBLÈME ?

Pourtant, les motivations de cette loi sont bien plus politiques qu'économiques. La bourgeoisie française n'a pas besoin d'une loi nouvelle pour piller l'Afrique. Mais, en France, elle a besoin d'agiter « le problème de l'immigration » pour consolider une domination politique ébranlée par le Non du 29 mai 2005, par son recul devant les mobilisations du CPE. La loi était en préparation depuis longtemps, car dès l'après-référendum se dessinait ce tournant réactionnaire anti-immigré.

C'est une entreprise de diversion politique et idéologique, face aux problèmes qui touchent tous les travailleurs, et une attaque immédiate bien réelle contre les droits et les conditions de vie d'une partie d'entre nous. Qui peut penser que mettre de nouveaux obstacles au regroupement familial et à l'aspiration de nos camarades immigrés à vivre en famille ici résoudra en quoi que se soit les problèmes des travailleurs ? Qui peut penser que supprimer la possibilité de la régularisation après 10 ans de présence en France réduira le chômage ? Que dire des difficultés mises à l'obtention d'une carte de séjour, ou de la naturalisation ?

LE CHAUVINISME DIVISE

Comme toujours en période de crise et de difficultés, la bourgeoisie cherche une nouvelle légitimité en détournant la colère vers des boucs émissaires, ou en posant comme problème des choses qui n'en sont pas. Les immigrés ne sont pas « le problème ». Comme tous les travailleurs, ils sont les victimes de notre principal « problè-

me » qui est l'exploitation. Bien sûr ce discours de la bourgeoisie s'adresse avant tout aux couches petites bourgeoises – agriculteurs, artisans... – qui sont ses alliés « naturels », que la crise déstabilise et qui ont porté un Non chauvin au référendum du 29 mai 2005. Mais il serait dangereux de penser que ce discours et ces mesures n'ont pas de conséquences dans la classe ouvrière. Le chauvinisme y existe, et s'il ne s'y exprime pas violemment, il suffit à nourrir la méfiance entre travailleurs et à affaiblir la classe ouvrière.

De plus, il n'y a pas que le discours et l'idéologie qui nous affaiblit, il y a le renforcement de la répression, et de la précarité d'une partie d'entre nous qui, parce qu'immigrée, voit ses droits de travailleurs déjà contestés, encore réduits. Une immigration jetable, ce sont des travailleurs jetables, et tous les travailleurs encore plus précaires.

Machines de répression d'une partie d'entre nous, campagne d'intoxication idéologique, ces mesures et cette loi ont pour objectif l'affaiblissement de la classe ouvrière, alors même que nous redressons la tête. L'unité est notre force. Défendons-la, en luttant contre ces lois scélérates.

Construisons notre unité fraternelle, dans la lutte contre la bourgeoisie. Construisons notre unité en nous rassemblant dans les mêmes organisations. Construisons notre unité, pour nous défendre aujourd'hui, mais aussi en nous organisant en Parti révolutionnaire pour supprimer ce qui est le vrai problème pour nous, travailleurs de tous pays : le capitalisme, l'impérialisme et leur exploitation.

BELGIQUE

De l'émotion à la colère !

La population vient d'être confrontée à une série de drames humains qui l'ont profondément choqués. Le 17 avril un garçon de 17 ans, Joe, est mortellement poignardé à Bruxelles par des jeunes pour lui voler son MP3. Les parents et les amis de la victime refusent toute récupération raciste et toute surenchère sécuritaire. Ils prônent plutôt la prévention (« plus d'éducateurs ») dans un texte qu'ils font circuler. Une marche silencieuse est organisée le dimanche suivant qui réunit 80 000 personnes.

Malheureusement l'imposant silence de la foule a laissé le champ libre aux bavardages indécentes des médias et des politiciens. Ainsi le premier ministre libéral, Guy Verhofstadt, rejette la faute de la violence des jeunes sur les parents qui « doivent libérer suffisamment de temps pour leurs enfants » car « toute société est fondée sur l'éducation parentale ». Il préconise un renforcement du quadrillage policier, tandis que son parti propose le retrait des allocations familiales aux « parent négligeant ».

A l'occasion du 1^{er} Mai, le Parti socialiste, qui participe au gouvernement, a centré ses discours sur la question sécuritaire. Appelant au renforcement des effectifs policiers ou à la création d'un service civil et

citoyen, pour encadrés par l'armée quelques milliers de jeunes. Comme si ce durcissement de la répression pouvait empêcher de nouveaux meurtres pour un MP3 ou d'autres objets de consommation.

RELENTS RACISTES. Les travailleurs ont mal vécu la question des préretraites : le gouvernement a imposé le passage de 58 à 60 ans, malgré plusieurs journées de grève générale et une manifestation de 100 000 personnes à Bruxelles. L'extrême-droite se nourrit de ces reculs, d'autant plus que le Parti Socialiste est actuellement englué dans une série de scandales financiers.

L'assassinat a donné l'occasion aussi à des réactions racistes anti-maghrébines. Le substitut du procureur se croit obligé d'affirmer que « les auteurs du meurtre sont d'origine nord-africaine ». La presse fait grand tapage autour de ses déclarations. Quelques jours plus tard l'auteur des coups mortels et son complice sont appréhendés par la police : il s'agissait de deux jeunes Polonais. Le mal est fait : la campagne médiatique contre les « nord-africains » est perçue comme un feu vert donné aux racistes pour ouvrir la chasse. L'avenir ne tardera pas à nous donner raison.

CRIMES RACISTES. Le 29 avril, un Congolais est tabassé à Zellik. Le 2 mai, la maison d'une famille marocaine est incendiée. Le 9 mai, des skinheads d'extrême droite tabassent deux Africains. Quelques

jours plus tard on repêche Mohammed noyé dans l'Escaut près d'Anvers.

Le 11 mai, le jeune Hans Van Themsche décide d'ouvrir la « chasse aux étrangers ». Il s'achète un fusil et blesse grièvement une mère de famille de 46 ans d'origine turque, avant d'abattre une nounou malienne de 24 ans et la fillette de deux ans dont elle avait la charge. Arrêté, le jeune homme clame haut et fort ses motivations racistes. Les médias parlent de « déséquilibre mental du tueur ». Or tout prouve le contraire : c'était un jeune intelligent, sans problèmes à l'école et bien intégré. Seulement voilà, il vivait dans un milieu d'extrême-droite : grand-père collabo, mère, père et tante au Vlaams Belang, un parti séparatiste flamand d'extrême-droite.

Cependant, on aurait tort de croire que cette lèpre qu'est le racisme épargne la partie francophone du pays : deux jours plus tard, deux Russes et un Moldave sont passés à tabac à Beauraing par une trentaine de jeunes.

RÉACTION POPULAIRE. Surtout, on aurait tort de croire que toute la population néerlandophone est contaminée. Il existe aussi une Flandre antifasciste comme l'a prouvé la marche contre le racisme et pour la diversité, organisée vendredi 26 mai à l'appel de la famille de Mohammed, qui a rassemblé 20 000 personnes dans les rues d'Anvers. A la tribune, le père de Joe a émis le souhait que la justice fasse preuve d'au-

tant de diligence qu'après la mort de son fils pour retrouver les assassins de Mohammed.

Les politiciens prennent prétexte de ces nouveaux drames pour restreindre encore les libertés démocratiques en espérant renforcer la passivité du peuple face à ces sanglants agissements. Pourtant, la lutte contre la violence passe par la lutte pour une autre société. Aujourd'hui, les parents – quand ils ont du travail – doivent faire face à des patrons qui leur en demandent toujours plus, pour des salaires toujours plus bas, des horaires toujours plus flexibles, un travail épuisant... et où les politiciens ont le culot de leur reprocher de ne pas trouver le temps de s'occuper de leurs enfants !

Face aux récents crimes racistes les politiciens incriminent les jeux vidéo violents mais refusent de s'attaquer au financement de partis d'extrême droite qui appellent quotidiennement à la haine. Ils savent en effet qu'ils ont besoin d'une propagande raciste pour diviser les travailleurs. Ils veulent empêcher les travailleurs de s'unir pour changer cette société qui, en Belgique comme en France, détruit nos familles, détruit nos aînés, détruit nos enfants.

**LEUR SOCIÉTÉ C'EST LA GUERRE DE TOUS CONTRE TOUS !
ORGANISONS LA CONTRE-OFFENSIVE OUVRIÈRE !**

Des lecteurs

CET éTé, LA CHASSE à L'ENFANT éTRANGER EST OUVERTE !

AU 30 juin prendra fin la suspension des expulsions accordées pendant l'année scolaire aux jeunes majeurs scolarisés et aux parents sans-papiers d'enfants scolarisés par la circulaire ministérielle du 31 octobre 2005. A partir du 30 juin, les préfets et les forces de police sont invités par le ministère de l'intérieur, le premier ministre et le président de la république à traquer en tous lieux sur le territoire national les enfants majeurs sans-papiers, les enfants dont les parents n'ont pas de papiers ainsi que les parents eux-mêmes. RESF et Sud Education ont signalé que les rectorats ont demandé pendant l'année aux professeurs de remplir des fiches de renseignements avec les noms, âges, adresses et nationalités des élèves sous prétexte d'évaluer leur maîtrise du français et leurs résultats scolaires. Tout porte à croire, au vue des directives émanant du ministère de l'intérieur, que la police se servira de ces fiches pour rechercher les jeunes majeurs et les arrêter. La police pourra les interpeller à leur domicile, dans la rue, en préfecture et même à l'hôpital. Ils seront immédiatement placés en garde à vue et enfermés dans des centres de rétention. Puis expulsés de force, s'il le faut !

OCCUPATION DE L'EGLISE SAINT-MERRI A PARIS

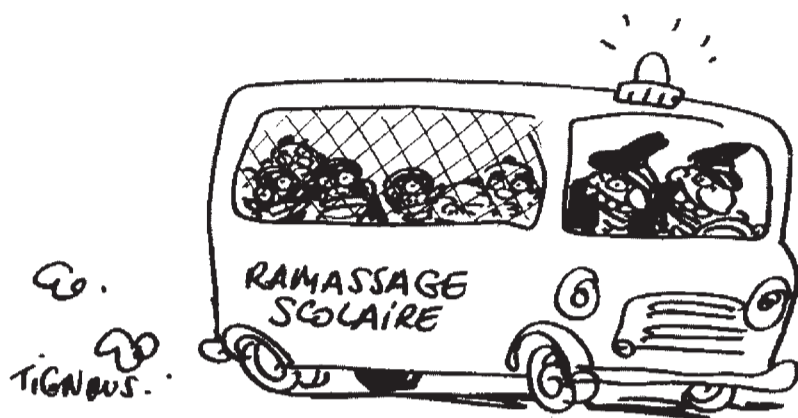
Le dimanche 9 mai, une centaine de sans-papiers investissent cette église parisienne avec le 9ème Collectif. Le curé de la paroisse autorise un certain nombre de sans-papiers à dormir sur place et négocie un « accueil » de 3 jours. Pendant ces trois jours, les sans-papiers sont considérés comme des « amis et des hôtes ». Mais à la conférence de presse, le curé apporte déjà quelques nuances. Il déclare « être d'accord avec 80% des revendications du collectif, mais que tous les chrétiens ne sont pas unanimes, y compris parmi les chrétiens de sa paroisse. Il y a un débat au sein de l'église : les occupations et les accueils se multiplient avec le danger de se banaliser. Les chrétiens ne veulent pas se laisser instrumentaliser ». Dans son discours, le mot « scandale » lui a échappé à propos des occupations d'églises. Les banderoles dénonçant les

raffes et expulsions de sans-papiers ont été enlevées par les paroissiens choqués du parallèle avec les rafles de Juifs pendant la guerre. Mais c'est la réalité crue des milliers d'arrestations au faciès, puis d'expulsions, que nous vivons dans ce pays, qui devrait choquer les paroissiens et le curé de Saint-Merri ! Il y a un grand pas à franchir pour passer du train-train des actions charitables à la conscience que la vie de sans-papiers est insupportable et nécessite des changements politiques profonds ! Les chrétiens se sentent manifestement plus à l'aise quand ils donnent des cours d'alphabétisation, tiennent des permanences juridiques, organisent des assises de l'immigration, donnent de l'argent aux collectifs de sans-papiers que quand ils se trouvent au cœur d'une action militante déterminée. On peut malgré tout espérer que les plus sincères d'entre eux se lasseront de secourir les pauvres en dehors d'un combat pied à pied contre la politique et le système qui les génèrent.

Sa Majesté Sinistre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a déclaré, lundi 29 mai 2006, devant les préfets : « Vous porterez une attention particulière, en juin, aux étrangers en situation irrégulière dont un ou plusieurs enfants sont scolarisés ».

Quelles perspectives pour une mobilisation encourageante ?

Depuis l'annonce de la réforme du CESEDA, la mobilisation s'étend. Les collectifs de sans-papiers multiplient leurs actions, manifestations ou occupations (voir l'encart sur l'occupation de l'Eglise Saint-Merri). A Marseille, c'est l'ancien siège de l'OMI qui a été occupé depuis plusieurs semaines. Le collectif « Uni(e)s contre une immigration jetable » rassemblant 460 associations, syndicats, et partis politiques, multiplie lui aussi ses manifestations, et la manifestation nationale du 13 mai a rassemblé plus de 30 000 personnes. En partant de l'indignation que soulève le sort réservé aux enfants de sans-papiers dans le milieu scolaire, RESF construit de son côté patiemment et résolument un rapport de forces qui gêne le pouvoir en place, même s'il ne le fait pas céder sur l'ensemble de sa politique. Ce réseau propose clairement de désobéir à la loi en hébergeant les familles sans-papiers. Du coup, toutes les forces politiques et religieuses sont sommées de prendre position. Les trois présidents du conseil des églises chrétiennes et le Recteur de la Grande Mosquée de Paris ont dénoncé le projet de loi Sarkozy et une cinquantaine d'associations chrétiennes a lancé un appel baptisé « ne transigeons pas avec le droit des étrangers ». Pareille mobilisation ne s'était pas vue depuis Saint-Bernard, il y a bientôt 10 ans.



méchante ou irrespectueuse des valeurs chrétiennes ou des valeurs de la République. C'est parce que ces valeurs ne font pas le poids face à la nécessité dans laquelle se trouvent aujourd'hui les patrons de réduire leurs coûts de main d'œuvre pour faire face à la concurrence capitaliste. Les intérêts de l'économie française que défend Sarkozy sont ceux du capitalisme français ! Les Droits de l'Homme n'ont toujours été pour la bourgeoisie qu'un paravent trompeur derrière lequel se sont cachées l'exploitation et la

misère ouvrière ! Voilà pourquoi c'est du point de vue de la lutte contre l'exploitation et le système capitaliste que nous devons défendre les droits démocratiques des travailleurs immigrés !

Le regain de mobilisation en faveur des immigrés auquel nous assistons n'aura d'avenir que si nous le relayons parmi les travailleurs pour le transformer en un vaste mouvement contre l'exploitation capitaliste ici, et la domination impérialiste dans le monde !

Militantes VP

**RETRAIT DE TOUTES LES LOIS ET DE TOUS LES REGLEMENTS ANTI-IMMIGRES !
RETRAIT DU CESEDA ET DE SA REFORME !
OPPOSONS NOUS AUX EXPULSIONS !
REGULARISATION SANS CONDITION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !
LIBERTE DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR LES MIGRANTS !**

L'IMMIGRATION « REGULEE » ET « CONCERTEE » DES SOCIALISTES

Les élections approchant, le PS jouent les équilibristes entre sa volonté de ne pas choquer ceux de ses électeurs potentiels qui se mobilisent de plus en plus nombreux contre le CESEDA, et son pseudo « réalisme » traditionnel qui faisait dire à Rocard qu'« on ne peut accueillir toute la misère du monde ». Tout est dans l'art de présenter les choses et de manier le langage, en même temps que dans celui de varier les intervenants...

C'est apparemment la cacophonie entre Fabius et Strauss-Kahn qui se prononcent pour une régularisation globale comme en Italie ou en Espagne, et Julien Dray ou Martine Aubry qui sont pour la sélection et des régularisations sur critères au cas par cas. Julien Dray, porte-parole du PS : « Notre position est évidemment celle d'une régularisation au cas par cas en fonction de critères objectifs à partir de commissions départementales ».

Mais, ce qui réunit tout ce beau monde, c'est bien leur façon de considérer la question comme un appendice des besoins de l'économie française ! Fabius : « ...Quand un besoin se fait sentir dans l'économie fran-

çaise, une simple circulaire administrative suffit pour accueillir les nouveaux travailleurs étrangers. C'est ainsi qu'on avait procédé en 1998 et 2002... Aucun besoin, pour cela de loi, ou de quotas qui ne disent pas leur nom » (Le Monde du 25 avril 2006).

Martine Aubry est contre le projet Sarkozy, mais pour « une gestion intelligente des flux, avec des allers et retours, et en même temps une ouverture à ceux qui veulent venir dans notre pays, que ce soit les étudiants ou ceux dont notre économie a besoin ». C'est quoi ces allers-retours, sinon la précarité du droit au séjour ? Et c'est quoi cette gestion intelligente des flux, sinon la soumission de la vie des migrants aux intérêts économiques de la France ? Jack Lang parle d'une « sélection tenant compte de la formation acquise et de l'expérience ». Quelle différence avec l'immigration choisie de Sarkozy ? Une ébauche du projet de programme pour 2007 vient d'être publiée dans le bulletin interne du PS. Il prône « l'accompagnement individualisé des entrants » et « un partenariat juste et équitable avec les pays d'origine qui permettrait des allers-retours ». Autrement dit, et on ne saurait mieux le dire, un contrôle étroit des migrants mené en concertation par le pays d'accueil et le pays d'origine... Le contrat d'intégration républicaine n'est pas loin pour les entrants ! Ni l'aide au retour pour les sortants !

Non, le PS ne représente pas l'alternative dont nous avons besoin !

DROITS DÉMOCRATIQUES ET LUTTE DE CLASSE. Mais que pense la classe ouvrière, que pensent les travailleurs de la loi Sarkozy en préparation ? Ils paraissent ignorer que l'explosion du nombre de sans-papiers qui va inévitablement en découler les pénalisera lourdement... Bien trop peu de voix s'élèvent des usines, comme des syndicats ouvriers, pour dénoncer les guerres, les dictatures, la misère qui contraignent les migrants à risquer leurs vies pour venir jusqu'ici ! Les discours de soutien aux immigrés qui dominent aujourd'hui ne se réclament pas principalement de la lutte de classes ou de la lutte anti-impérialiste. Comme si les attaques que mène la bourgeoisie contre les migrants ne relevaient que d'un manque d'humanisme ou d'une violation des droits démocratiques inscrits dans les conventions internationales ou européennes ! Les sans-papiers eux-mêmes avancent d'abord les revendications démocratiques que leur impose la situation : la liberté de vivre en famille, le droit d'être logés, soignés, de vivre en paix, de travailler, l'égalité avec les Français. Ces revendications démocratiques sont totalement légitimes et nous les soutenons ! Néanmoins, si la bourgeoisie n'accorde aucun droit démocratique aux travailleurs immigrés, c'est parce qu'elle veut pouvoir exploiter sans limite leur force de travail. Ce n'est pas parce qu'elle est

Trop de chômage, c'est trop d'immigrés ? Trop d'immigrés, c'est l'insécurité ? Les immigrés musulmans ne sont pas intégrables ? La gauche, c'est mieux que la droite ?

CONTRER LES IDÉES FAUSSES

UNE BROCHURE PARTISAN SUR L'IMMIGRATION

Sarkozy mène une bataille idéologique intense anti immigrés pour récupérer l'électorat d'extrême droite : « J'estime que ceux qui ont voté Front National, ce n'était pas parce qu'ils pensaient que Le Pen est un espoir, mais parce que nous les avions désespérés. Ils nous les faut. ». « Nous irons les chercher un par un. » Et même tout l'électorat populaire, puisqu'il a déclaré le 22 avril lors d'un meeting aux nouveaux adhérents de l'UMP : « Je veux aussi m'adresser à la gauche populaire, à tous ceux qui ont cru au Parti communiste. »

Beaucoup de travailleurs se laissent porter à penser que les choses iraient mieux s'il y avait moins d'immigrés. Et ils se sentent confortés dans leurs idées quand ils entendent Ségolène Royal affirmer que « trouver qu'il y a trop d'immigrés ne signifie pas consentir à les discriminer. » Même des travailleurs immigrés en règle pensent que la fermeture des frontières aux nouveaux arrivants les protégeraient. Il est facile de penser que s'il n'y a pas de travail, de logements, c'est parce qu'il y a trop d'immigrés et que si ça va mal dans les cités

c'est à cause des jeunes immigrés. Toutes ces idées sont le résultat du matraquage de la presse qui diffusent sans cesse ces points de vue. Mais ces idées ne porteraient pas s'il n'y avait pas des contradictions au sein même des travailleurs. Si ceux-ci, particulièrement en période de crise, n'étaient pas en concurrence pour s'assurer un travail, un logement décent...

À COMMANDER À NOTRE BP

Combattre le racisme ! Combattre le colonialisme ! Pour l'unité internationale !

Partisan

Questions et réponses pour contrer les idées fausses sur l'immigration

10€ (5€ pour les chômeurs, les étudiants...)

Janvier 1997

Une brochure 1.5 euro

CPE, LOI FILLON 2005, JEUNES SANS-PAPIERS

« Nous sommes une nouvelle génération de militants »

De seconde, de première et de terminale, filles et gars, ils sont une douzaine d'élèves et un prof d'un lycée de Seine-saint-Denis. Ils viennent de participer à une manifestation départementale jusqu'à la préfecture avec RESF(1). Aujourd'hui, ils revendiquent le droit pour les élèves étrangers à avoir des papiers et à rester avec eux. Le mois dernier ils luttaient contre le CPE... ils se mobilisent ensemble et acceptent facilement de se prêter à une interview. Pour la lisibilité de l'article, nous avons regroupé des interventions suivant les thèmes abordés.

INTERVIEW

IL a fallu rapprocher les tables, dans la salle du fond, mais le patron du bistrot est ok. Pensez : 15 clients d'un seul coup... Café, coca ? Certains ne préfèrent prendre qu'un verre d'eau. Quelques mots de présentation. L'organisation qui vous interviewe, VP : « communiste m-l », c'est-à-dire communiste mais en désaccord avec la politique du PCF. Le journal Partisan : un journal militant, qui s'adresse prioritairement aux travailleurs, et surtout qui vise à renforcer leur organisation. Le sens de l'article : Ce que nous voulons, c'est que ce soit votre lutte qui soit racontée, que vous exprimiez ce que vous en retenez.

Partisan : Vous avez participé à la lutte contre le CPE et à une lutte contre l'expulsion de camarades sans-papiers. Deux luttes en même temps : comment ça s'est passé ?

Lycéens : Pour nous, c'était la même lutte. Une lutte contre la précarité. Et c'est déjà comme ça au lycée depuis l'an dernier, au printemps 2005 : on luttait contre la loi Fillon et pour nos camarades sans-papiers comme « Franck ». A ce moment là, une espèce de « noyau dur » s'est un peu dégagée parmi les lycéens. Ce groupe s'est élargi cette année pendant la lutte contre la précarité.

On doit dire que c'est la lutte pour les élèves sans-papiers qui a rassemblé cette année plus de monde dans notre lycée. On était une cinquantaine aux manifs à Paris contre le CPE, contre 600 élèves sur 1300 à Bobigny pour une manif pour nos deux camarades sans-papiers ! Mais c'est assez compréhensible, la question de l'immigration est un sujet sensible dans le département. Cela touche tout le monde donc une certaine solidarité se crée facilement.

Cette année la classe de Franck s'est mobilisée la première. Pour les autres terminales, ça a été difficile, parce qu'ils avaient le bac à préparer. Mais ensuite, tout le lycée a été solidaire. Aussi parce que c'est plus concret de s'attaquer à une préfecture pour régulariser deux camarades, ça semble moins lointain que de s'attaquer à un gouvernement.

Et puis ils sont du lycée, on les connaît. Il est plus dur en tant que lycéen de se mettre dans la tête d'un travailleur face au CPE ou au CNE, même si on sait que c'est notre avenir.

Il y a autre chose. L'année dernière, nous étions jusqu'à 500 élèves à lutter contre la loi Fillon. Moralité : un échec. On a perdu et des applications de la loi se sont faites pendant les vacances. En plus, des violences ont découragé beaucoup de lycéens de revenir à des manifs à Paris. C'est plus dur de se mobiliser ensuite.¹

Partisan : Alors, échec ou pas, pour l'an dernier ? Vous aviez perdu contre Fillon, mais vous dites que la lutte vous avait permis de constituer un « noyau » de militants...



Manif anti-CPE

Lycéens : L'année 2005 a politisé les gens. La discussion dans tout le lycée s'est débloquée l'an dernier : ça nous a permis plus de débats pour les nouvelles luttes. Il y a quand même ceux qui sont pour une lutte précise et ceux qui voient que c'est toute une politique.

Partisan : Et en 2006, qu'est-ce qui a progressé, et qu'est-ce qui manque encore ?

Lycéens : Cette lutte a permis aux gens de savoir ce qu'est le Code du Travail. Les lycéens en parlaient, et de ce que signifient ses modifications avec le CNE et le CPE par exemple.

Les discussions en assemblées générales ont permis de mobiliser plus d'élèves et aussi des parents. Certains sont venus nous soutenir. D'autres nous retrouvaient directement aux manifestations.

S'il peut y avoir de la violence comme en novembre 2005 c'est parce que la jeunesse n'a pas d'outils pour revendiquer. Il faut des moyens pour lutter. Tout ce qu'on a fait, tracts, banderoles, acheter notre beau mégaphone, on l'a fait à l'arrache à chaque fois, avec une collecte auprès des élèves et des profs du lycée.

Maintenant, on est plusieurs à vouloir ne plus dépendre des profs du lycée, par exemple pour reproduire un tract, photocopier une affiche... Un d'entre nous est syndiqué à la FIDL, d'autres pensent à s'organiser en formant une JC : il n'y a pas de section de Jeunesses Communistes dans notre ville actuellement. On pourrait ainsi obtenir un local, des moyens en dehors du lycée.

– Moi je ne suis pas d'accord, la priorité est d'obtenir des droits au sein même du lycée. Droit d'affichage, de réunion... Le journal du lycée par exemple devrait être un support, ce n'est pas encore le cas.

– Dans le lycée ? J'aimerais... Mais rappelle-toi, j'avais un projet de film : pour montrer à d'autres notre mobilisation, pour leur montrer que tout est possible. Le proviseur a refusé de nous prêter le matériel vidéo. On lui en a pourtant parlé pendant une heure, c'était avec RESF², soutenu par des profs... « projet pas assez précis, c'est non ». Et il y a des caméras qui moisissent dans les armoires du lycée. De toutes façons, dire non est un de ses grands principes...

Quand même, on est plusieurs à faire partie du CVL³, on a des revendications qui permettraient que les lycéens aient plus de droits, notamment celui d'avoir une demi-journée « banalisée » (sans cours) chaque trimestre pour discuter entre nous élèves, profs, parents d'élèves. On veut aussi un changement d'horaire : on n'a que 55 minutes pour manger le midi, sans le temps de discuter. Ça, on est en train de l'obtenir : on va faire voter une pause de 1h15 le midi.

Partisan : Normalement je pose des questions, mais là j'ai envie de vous proposer une réponse ! Un choix semble vous diviser : lutte à l'intérieur, ou lutte à l'extérieur ? Ça fait penser à une division classique : lutte politique, large, ou lutte immédiate « syndicale » ? De mon point de vue d'ouvrier et de militant, je dirais la réponse, c'est les deux ! On a besoin pour militer et en convaincre d'autres de s'orga-

niser sur notre lieu de travail. Pour les travailleurs c'est par exemple avec un syndicat. Mais on a besoin aussi pour y être efficace d'être aussi organisé politiquement hors du lieu de travail, dans un parti ou une organisation politique. Par exemple pour moi, c'est à VP, avec des réunions de cellule, des débats, des actions politiques... C'est complémentaire, je vous encourage à vous organiser sur les deux niveaux.

Mais y a-t-il d'autres questions que nous n'avons pas abordé ?

Lycéens : On sait que la lutte dite « contre le CPE » n'était pas que contre le CPE. Très tôt, c'était devenu une lutte contre les précarités. C'est à dire contre toute la loi sur l'égalité des chances, et aussi contre le CESE-DA et la réforme Sarkozy. Il ne fallait pas s'arrêter avec le retrait du CPE. La lutte contre la précarité devait continuer. C'était une manœuvre habile du gouvernement de ne retirer qu'un article de la loi.

On n'est pas tous d'accord, autour de cette table, pour rester sur un sentiment d'échec. On avait perdu en 2005 et même depuis 1995 les luttes n'avaient rien gagné. Mais pour nous les lycéens qui luttons depuis 2 ans, un article de loi retiré, ça représente une victoire. Le gouvernement a reculé. Et des militants se sont formés.

En fait, oui, on est tous d'accord que c'est déjà une victoire.

Un prof : L'année dernière, vous aviez gagné d'apprendre à vous battre, à vous organiser. Et d'être respectés : vous aviez occupé le lycée les premières nuits contre la pression de la direction et d'un inspecteur de police. Cette année, vous avez pu repar-tir de là : vous avez gagné le droit d'occu-

per le lycée et d'y passer la nuit sans plus aucune pression ! C'est important pour l'avenir de gagner des rapports de force.

Lycéens : Le gouvernement s'est attaqué aux jeunes, mais nous avons montré que nous sommes forts, solidaires, et militants pour longtemps. A force de dire non, le gouvernement a réussi à créer une génération de militants. Et nous, on en fait partie. (Ensemble et en rigolant) – Merci les ministres !

Partisan : Il y a aussi des résultats indirects. Après la lutte des profs et des personnels de l'Éducation Nationale en 2003, le gouvernement a été plus soft dans sa réforme de la Sécu en 2004. Certains politiciens ont dit qu'il aurait fallu aller plus loin dans les attaques contre les travailleurs ! Pour l'été 2006, après le CNE et le CPE, était programmé un « contrat unique » avec période d'essai de deux ans pour tous. Ce projet de contrat unique est gelé, c'est un résultat indirect de la lutte. – Il n'y a plus qu'à voter ! – Non, à lutter !

Partisan : Ah, encore un autre débat... Ce sera pour une prochaine fois.

On se sépare en se donnant rendez-vous. D'abord pour relire et compléter cet article avant qu'il paraisse, puis pour ceux qui le voudront au stage d'été de Partisan. Sachant que les frais y sont pris en charge comme le paiement du pot aujourd'hui : collectivement, selon les moyens de chacun, à la mode communiste !

1 – Lire « Violences contre la mobilisation lycéenne », Partisan 193, mars 2005) ; 2 – RESF : réseau éducation sans frontières, qui organise la lutte pour obtenir des titres de séjours pour tous les jeunes étrangers scolarisés sans-papiers et leurs familles. Site : www.education-sansfrontieres.org ; 3 – CVL : conseil de la vie lycéenne, instance officielle qui regroupe des élèves élus par les autres pour discuter des conditions de vie et d'études et faire des propositions. Cette instance a été acquise par des luttes antérieures d'autres lycéens.

ILS ONT DIT...

LÉNINE

■ Les étudiants ne sont pas coupés du reste de la société, et pour cette raison ils reflètent toujours et nécessairement le groupement politique de la société dans son ensemble. (1905)

MAO

■ Le monde est autant le vôtre que le nôtre, mais au fond, c'est à vous qu'il appartient. Vous les jeunes, vous êtes dynamiques, en plein épanouissement, comme le soleil à huit ou neuf heures du matin. C'est à vous que réside l'espoir. Le monde vous appartient.

■ Les jeunes constituent la force la plus active, la plus dynamique de notre société. Ils sont les plus ardents à l'étude, les moins attachés aux idées conservatrices.

Modèle anglais ? Pour qui ? Comment ?

Le modèle social anglais serait une réussite en tout point : moins de chômeurs, plus d'emplois, plus de richesses... Il serait la voie à suivre, celle que De Villepin, le gouvernement et le MEDEF s'efforceraient de faire prendre à un peuple de France très « conservateur ». Regardons-y de plus près.

1 UNE RÉUSSITE ! MOINS DE CHÔMEURS, MAIS PLUS DE « MALADES. » Dès la fin des années 1980, le gouvernement de Margaret Thatcher supprimait les indemnités des chômeurs au moins de 18 ans, et imposait une suspension d'allocation de 6 mois aux « mauvais » chômeurs. Puis ses successeurs, Conservateurs ou Travailleurs, n'auront cessé de réduire le nombre de chômeurs indemnisés : la durée d'indemnisation passera de 12 à 6 mois et le montant tombera à 360 ? par mois et à 280 ? pour les moins de 25 ans (un record européen !). Si bien qu'en quelques années les statistiques officielles s'allégeront de plusieurs millions de chômeurs. Au 1^{er} janvier 2006, on dénombrait 1 500 000 chômeurs indemnisés... et presque trois fois plus de malades ou invalides : 2 700 000, évidemment exclus des statistiques du chômage.

PLUS D'EMPLOIS, MAIS PLUS DE PAUVRES. Au Royaume-Uni, 8 millions de travailleurs (serveurs, agents de sécurité, employés de supermarché, etc) sont à temps partiel forcé : deux fois plus qu'en France. Conséquence, une hausse « spectaculaire » du nombre de travailleurs pauvres aux salaires misérables. Prenons un exemple : une employée qui prépare les déjeuners pour les cantines scolaires, embauchée pour 3 heures par jour au milieu de la journée, et pouvant donc difficilement avoir une autre activité, doit se contenter à la fin de la journée de... 21 ?

Ainsi, le nombre des travailleurs pauvres est bien supérieur à celui des autres pays européens. On évalue même à 2 millions les foyers sans chauffage et il y eut, en 2004, 25 000 morts de froid. Derrière le faible taux de chômage affiché se cachent donc un nombre considérable de travailleurs misérables.

PLUS DE RICHES, MAIS PLUS DE PAUVRETÉ. De 1997 à 2001, les revenus des 600 000 plus grandes fortunes (1 % de la population) ont doublé (leur part dans la richesse nationale est passée de 20 à 23 %). Les hauts cadres, eux, ont vu leurs revenus augmenter de 165 % durant les huit dernières années. Tandis que le salaire minimum horaire déjà très bas (3,6 livres), créé en 1998, n'a connu une hausse que de 35 % pour s'élever aujourd'hui à 4,85 livres (soit 7,1 euros, en dessous du Smic français, dans un pays où le coût de la vie est nettement plus élevé qu'en France !). Et il ne s'agit en plus que d'un salaire horaire, ne garantissant absolument pas un revenu mensuel. Un enfant sur trois vit en-dessous du seuil de pauvreté et un sur cinq mange moins de trois repas par jour.

ALORS COMBIEN DE CHÔMEURS RÉELS ? Comme nous l'avons montré, seuls sont comptabilisés les chômeurs indemnisés.

Une femme sans emploi n'entre pas dans les statistiques du chômage si son conjoint a un emploi, car elle n'a pas droit aux prestations sociales. La population active a diminué du fait qu'un grand nombre de personnes tombe dans l'invalidité permanente : 2 500 000 en début 2000.

Comparé aux taux de chômage officiel en France, on constate, si on applique les mêmes critères, qu'ils sont équivalents. Mieux, certaines études britanniques dénombrent deux à trois fois plus de chômeurs que les chiffres officiels.

2 UN MODÈLE ATTIRANT... POUR LES CAPITALISTES... C'est « miraculeux » pour le patronat : bas salaires, emplois subventionnés... Sans compter qu'il n'y a pas de limite légale (minimum et maximum) à la durée hebdomadaire du travail. Pas de congés payés annuels obligatoires. Préavis de licenciement très court. La période d'essai à l'embauche peut aller jusqu'à vingt quatre mois (possibilité d'un licenciement immédiat). Toute cette économie politique patronale a développé une main-d'œuvre mobile et bon marché très favorable aux « investisseurs » Et cela, non seulement dans les secteurs depuis longtemps concernés comme le bâtiment, la restauration et ou le commerce, mais aussi dans les grandes entreprises où se sont répandus les contrats sans garantie d'horaire de travail minimum. Forte proportion d'enfants obligés de travailler, parfois très jeunes, et en plus de leur horaire scolaire, pour aider leur famille à survivre.

...BEAUCOUP MOINS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE. Car dans le même temps à côté des demandeurs d'emplois officiels, il y a tous ces chômeurs déguisés que cachent le travail à temps partiel (ne dépassant souvent guère 16 heures par semaine) et les 2,7 millions d'« invalides » du travail (7,5 % de la population active !). Parmi eux, de nombreux ouvriers d'industrie de plus de 50 ans. Intégrés dans les statistiques, ces « oubliés » porteraient le nombre de chômeurs à quelque 4 millions...

UN MODÈLE QUI MARCHE... C'est ce qu'en disent les gouvernants européens et leurs maîtres de la grande industrie, qui entendent bien généraliser le modèle. « L'opposition », à l'exemple de Ségolène Royal, trouve les résultats de Blair « intéressants ». On sait donc à quelle sauce ils veulent nous exploiter. Un homme averti en vaut deux, dit le dicton.

D'un côté le modèle anglais ou le modèle danois (voir notre précédent n°) qui constituent tous deux l'essentiel de la « flexisécurité » : travailleurs plus pauvres, plus flexibles... Pour être des chômeurs moins indemnisés, plus contraints au travail ou à

des formations correspondant aux intérêts passagers des capitalistes. Et « sécurisé » d'un revenu (bas).

Mais, rassurons-nous, une économie plus saine, plus compétitive, plus dynamique... pour les investisseurs. L'opposition républi-

caine, social-démocrate (dite hier « réformiste ») n'a rien d'autre qu'une gestion « plus humaine » du capitalisme, à nous proposer.

...QUI ENGENDRE UNE RÉSISTANCE. D'un autre côté, une indispensable résistance à l'exploitation, à la domination (qui ne

cesse de se développer dans le monde entier). Résistance quotidienne nécessaire, indispensable mais qui ne saurait suffire si on ne l'inscrit pas dans la préparation des conditions pour en finir avec le système capitaliste. GL



Dessin de l'affiche du film *The Navigators* de Ken Loach (2001)

Entretien avec Annie Collovald, spécialiste de la droite et de l'extrême-droite.

« Le premier parti ouvrier n'est pas le FN, c'est l'abstention »

VOUS CRITIQUEZ L'IDÉE REÇUE SELON LAQUELLE LE VOTE FRONT NATIONAL SERAIT UN VOTE OUVRIER...

Annie Collovald : L'interprétation selon laquelle la frustration, le ressentiment liés à la crise économique et sociale suffiraient à expliquer le succès électoral du FN n'a que l'apparence de la plausibilité. S'il en était ainsi, on devrait alors s'étonner non pas de l'ampleur de ce vote, mais au contraire de son extrême faiblesse. 11 à 12 millions de personnes, en France, subissent de plein fouet les conséquences de la crise sociale et économique. Il devrait donc y avoir, si l'on suit ce raisonnement, autant d'électeurs FN. Or, en 2002, au plus fort de la vague, il y en avait moins de 5 millions. C'est évidemment beaucoup. Mais cela signifie qu'il existe, même chez les plus vulnérables, des verrous moraux qui les empêchent de se reconnaître dans ce parti.

Les analystes électoraux du FN s'appuient sur des sondages. Double problème. 30 à 32 % des personnes sollicitées refusent de répondre, c'est dire que les échantillons sont construits sur un mode plus sauvage que raisonné. L'idée implicite de tout son-

dage ensuite est que les gens disent ce qu'ils font et font ce qu'ils disent, idée bien problématique, surtout quand il s'agit d'un vote honteux qui ne s'avoue pas publiquement. Du coup, les explications données ne portent que sur des électeurs FN déclarés moitié moins nombreux que les électeurs réels. Par ailleurs, ces mêmes commentateurs ne s'intéressent qu'aux votants. Ils oublient les autres formes de mobilisations électorales que sont l'inscription sur les listes électorales et l'abstention. Or les études de l'INSEE portant sur les pratiques électorales effectives montrent que les plus démunis se retrouvent très majoritairement ici. D'après ces études, 27 à 32 % des ouvriers s'abstiennent. Le premier parti ouvrier, alors, n'est pas le FN, c'est l'abstention. Si l'on tient compte de cela, les préférences politiques des groupes ouvriers changent en outre de sens. Elles vont d'abord, après l'abstention, à la gauche puis à la droite classique et enfin seulement au FN (autour de 17 %, bien loin des 30 % avancés en 2002).

LES COMMENTAIRES POLITIQUES IMPRÉGNÉS DE CE QUE VOUS APPELÉZ LE « RACISME SOCIAL » SOUS-ENTENDENT-ILS QUE CERTAINES

CATÉGORIES SERAIENT MOINS QUALIFIÉES QUE D'AUTRES POUR EXERCER LEURS DROITS DÉMOCRATIQUES ?

Nous assistons à la montée d'une conception de la démocratie comme devant être fondée sur l'expertise, la compétence. Cette conception s'accommode parfaitement de l'abstention des catégories les plus vulnérables et du glissement vers une démocratie censitaire qui ne dit pas son nom. Mais cette abstention des catégories populaires, qui a progressé de 10 points entre 1995 et 2002, a reculé à l'occasion des scrutins de 2004 et en 2005 à la faveur de campagnes électorales vivantes et animées. Même si elle demeure forte, elle n'est donc pas une fatalité. L'abstention n'est pas liée à la compétence des électeurs, mais bien à la nature de l'offre politique et au travail de mobilisation politique.

À lire : *Le Populisme du FN, un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, Broissieux, 2004. *La Démobilisation politique* (coll.), La Dispute, 2005

Extrait d'interview trouvé dans *l'Humanité* du 21 avril 2006

48^E CONGRÈS CGT

Le congrès a eu lieu fin avril à Lille. La CFDTisation de la CGT se précise, y compris dans le corset qu'elle installe et qui commence à enserrer la confédération. La direction a réussi son congrès mais l'opposition s'est aussi durcie. Chose exceptionnelle aussi, un meeting de masse d'opposition a eu lieu dans la ville-même du congrès. Le bilan est maintenant à mûrir et doit déboucher sur des perspectives.

Un congrès falsifié...

Un congrès, c'est une échéance centrale dans la vie démocratique. Mais pour le coup, nous avons assisté à une quantité jamais vue de manipulations et d'entorses à cette démocratie.

PRÉSÉLECTION DES DÉLÉGUÉS.

Barrage à des candidats élus par les syndicats (1). Délégués désignés d'en haut. Délégués sans mandat de syndicats. Enormément de délégués n'avaient jamais assisté à un congrès et n'avaient même pas lu les textes.

DÉBAT TRUQUÉ.

Les intervenants étaient présélectionnés en fonction de leurs positions. Les structures connues comme oppositionnelles étaient systématiquement écartées. Ce fut le cas, entre autres, de la Chimie, de l'UD des Bouches du Rhône ou de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais (2). Par contre la tribune accordait copieusement la parole à certains. Ainsi ce membre de la fédération des finances (celle de Le Duigou) qui a réussi à intervenir sept fois dans le débat de mercredi sur la sécurité sociale professionnelle.

AMENDEMENTS ÉVACUÉS SANS DISCUSSIONS ET SANS VOTE.

La commission des amendements a d'emblée annoncé la couleur. Les amendements qui n'étaient pas dans la logique du texte confédéral étaient écartés automatiquement. Suprême mépris pour les syndicats de base qui avaient cherché péniblement à amender le texte dans un sens lutte de classe et qui voyaient leur travail évacué en une minute. Il n'a donc été possible de se compter sur aucun de ces amendements sur des bases de lutte de classe.



Hypocrisie et démagogie de la direction qui nous impose sa CGT.

Suite à la sélection, **L'ESSENTIEL DES INTERVENTIONS ÉTAIENT DANS LE RONRON** tandis que les délégués qui étaient venus en découper avec la direction et le texte d'orientation ont dû ronger leur frein. Un congressiste, énervé d'attendre, s'est même mis en slip. D'autres ont mis leur badge CGT à l'envers en guise de protestation. Autre fait significatif : un congressiste membre de la RTM a essayé de parler de sa grève qui a marqué la fin de l'automne, après le conflit de la SNCM. La tribune lui a coupé la parole : hors-sujet ! Et c'est vrai qu'il l'était forcément puisqu'aucune revendication, aucune analyse des attaques ne se trouve dans le rapport d'orientation. Quel que soit le moment où le camarade aurait pris la parole, il ne pouvait qu'être en décalage.

DES CRITIQUES CONFINÉES.

En fait le débat s'est limité à des moments bien précis : les tours de parole avant vote, dans la partie dite d'interventions libres. Cette pratique est instaurée depuis une dizaine d'années dans les congrès CGT. Juste avant le vote, les congressistes motivent rapidement leur position et, pour cela, font la queue derrière les micros répartis dans la salle. Les possibilités de manœuvre de la tribune sont plus réduites (mais elles existent,

dans le choix d'attribuer la parole à tel ou tel micro. Et ils ne s'en privent pas).

Privé de parole par la tribune pour ce qui est des autres interventions, les opposants se sont concentrés sur ces moments. Cela donnait d'ailleurs une image surreprésentée de ce qu'était l'opposition car 80% de ces interventions étaient critiques. C'est à ces moments-là qu'ont eu lieu les tirs de barrage contre le Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS) et pour un syndicalisme de lutte de classe. La nécessité des revendications pour la lutte a été abondamment reprise. A certains moments, cela a mis en difficulté la tribune. Ainsi, lors du débat sur le rapport d'orientation, les critiques convergentes ont obligé la direction à confirmer par un vote la revendication du NSTS.

SUR LE NOUVEAU SYSTÈME DE COTISATIONS et l'organisation projetée de la CGT, une opposition plus importante s'est levée. Ce qui a conduit la direction à lâcher du lest pour faire passer l'essentiel. La barre

minimum de 20 syndiqués pour constituer un syndicat a été levée.

S'appuyant sur les trois quarts de la salle, la direction a pu **FAIRE VOTER SANS PROBLÈME LA COMMISSION EXÉCUTIVE** qu'elle avait prévu. Les congressistes n'ont pu, par les ratures, que diminuer le score de certains. Le moins bien élu étant, comme au 47^e congrès, Jean-Christophe Le Duigou.

Pour la deuxième fois aussi, il n'y aura aucun représentant de la Chimie, non plus que de l'Agro, des fédérations oppositionnelles.

Au bilan, sur ses principaux enjeux, il est clair que **LA DIRECTION A GAGNÉ SON CONGRÈS**. Elle n'a accepté des aménagements qu'à la marge. Ceux qui avaient mis en minorité la direction confédérale, sur le référendum, au CCN de l'an dernier n'ont pas eu d'existence politique au cours de ce congrès. Ils ont même dû boire le vin jusqu'à la lie en votant le rapport d'activité qui prétendait que ce vote du CCN avait été faussé par un déficit de démocratie.

Bon nombre de congressistes qui avaient des illusions sur la possibilité d'infléchir l'orientation de la CGT sont repartis profondément dégoûtés. L'USD Santé des Bouches du Rhône a diffusé à la fin du congrès un tract plein d'ironie sur l'évolution de l'orientation.

Il s'agit maintenant de donner des perspectives et cela pose le problème de ce que vont devenir ces résistances et ces oppositions et de ce qu'il s'agit de faire. Ce sera l'objet d'articles dans le prochain numéro de *Partisan*.

Claude Magnan

(1) Voir la protestation de l'UD-Paris sur le blog ouvalacgt.over-blog.com

(2) Voir les textes des interventions censurées de Charles Hoareau (UD 13) et de Serge Piéplat (Métallurgie Pas-de-Calais) sur le blog ouvalacgt.over-blog.com

47^E ET 48^E CONGRÈS : COMPARONS LES VOTES

LILLE 48 ^E CONGRÈS	POUR	CONTRE	ABST
RAPPORT D'ACTIVITÉ	76,8	16,8	6,3
RAPPORT D'ORIENTATION	76,6	18,7	4,7
COTISATIONS	60,5	35,18	4,3

MONTPELLIER 47^E CONGRÈS

RAPPORT D'ACTIVITÉ	74	12,36	13
RAPPORT D'ORIENTATION	73,49	15,87	10,63
COTISATIONS	51,48	34,35	14,17

Malgré le verrouillage du congrès, la direction confédérale ne fait pratiquement pas mieux qu'au congrès d'avant. Cela tient presque du miracle et montre la force des résistances à l'orientation de la direction confédérale. On constate aussi un durcissement des opposants. Ceux qui s'opposent résolument sont plus nombreux qu'au 47^e congrès. On peut même repérer l'évolution au cours du 48^e congrès entre le vote du rapport d'activité et celui du rapport d'orientation.

Le vote sur le système de cotisations, c'est autre chose, car il suscite des résis-

tances très composites (voir l'encart sur les enjeux). L'écart entre les deux congrès s'explique parce que la direction a reculé. Le projet présenté à Montpellier prévoyait que l'adhérent paye directement sa cotisation à l'organisme confédéral qui ferait les versements aux fédés, UD et syndicats. Dans le système présenté à Lille, le syndicat relève les cotisations, prend sa quote-part et fait un reversement général à l'organisme qui répartit sur fédés et UD. Malgré ce recul, les résistances restent importantes et augure de grosses difficultés pour sa mise en place.

COURRIER LECTEUR

A l'occasion de notre réunion publique du 22 avril, un lecteur nous écrivait ses regrets de ne pouvoir y être présent car il travaillait ce jour-là. Membre de la CGT, dans la branche Commerces et Services, et partisan d'un syndicalisme de lutte de classe, il disait dans sa lettre :

« Votre initiative est l'exemple vivant de débat collectif porteur d'actions et de changements. Je remarque deux choses : dans mon secteur, la CGT est essentiellement bureaucratique, même si la base presse les apparatchiks sur des revendications économiques (salaires, primes, ...) : la situation est bloquée ! En second point, les modes organisationnels conduisent à un tarissement du recrutement de nouveaux adhérents actifs, et à une relative impuissance. Mais 2006 semble laisser entrevoir une nouvelle page du syndicalisme de classe que nous soutenons coûte que coûte grâce au travail politique, dans une histoire à dominer. »

VOUS POUVEZ RETROUVER SUR LE BLOG
ouvalacgt.over-blog.com
UN COMPTE-RENDU AU JOUR LE JOUR DU CONGRÈS
... POLITIQUEMENT INCORRECT.

POUR CONSTRUIRE
UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE





... Et un meeting historique !

Environ 250 personnes se sont retrouvées à la bourse du travail de Lille pour affirmer leur opposition à la direction confédérale. C'était le mercredi 26 avril. A quelques kilomètres de là, au Palais des Sports, le 48e congrès était à mi-parcours. La grande majorité des présents étaient des métallos du Nord et du Pas-de-Calais. Mais il y avait aussi des représentants de la construction, de la chimie, de l'agro-alimentaire ainsi que des enseignants. Des militants de plusieurs régions avaient fait le déplacement. Certains ayant même traversé la France. Le blog *ouvalacgt* était présent avec une table de presse et un tract diffusé aux participants.

Quatre interventions se sont succédées, trois de membres du Collectif National CGT Métallurgie de Lutte de Classe et une d'un représentant du mouvement étudiant et lycéen.

LA VICTOIRE CONTRE LE CPE EST CELLE DES JEUNES. Le texte intégral de ces interventions est sur le blog *ouvalacgt*. On retiendra de celle de Jean-Pierre Delannoy, (responsable régional de la Métallurgie Nord-Pas de Calais) la dénonciation de la sélection des interventions au congrès. Il a aussi ironisé sur les cris de victoire des dirigeants confédéraux qui ont sablé le champagne le soir du retrait du CPE. La victoire, a-t-il rappelé, est d'abord celle des étudiants et lycéens qui ont imposé aux confédérations l'unité dans l'opposition au CPE. Cette victoire est l'arbre qui cache la forêt des défaites de ces dernières années, dûe à la stratégie du syndicalisme dit « rassemblé ».

Le camarade a abordé ensuite un des enjeux du congrès : la sécurité sociale professionnelle, tombée de l'extérieur du mouvement ouvrier et perçue comme une machine de guerre pour enterrer toutes les revendications : retraite à 55 ans, embauche des jeunes et des précaires, minima à 1590, arrêt des licenciements. Des revendications qui ont, elles, été construites et sont partagées par les syndiqués de base. Mais le vrai problème est l'attitude par rapport au capitalisme : « *Le défi de la mondialisation, cher aux gouvernements des différents pays de la planète, n'est autre que le capitalisme qui exploite les salariés de la planète* », a rapporté J-P Delannoy.

SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE... En fait, comme l'ont rappelé aussi les autres intervenants, la CGT est traversée par deux conceptions du syndicalisme : un syndicalisme de lutte de classe auquel adhère le collectif de la métallurgie CGT, et un syndicalisme réformiste d'accompagnement des évolutions du capital. C'est contre ce type de syndicalisme que Serge Piéplat avait décidé d'intervenir au 48e congrès. Il avait préparé une intervention, avait déposé sa demande avant même le rapport d'ouverture de Thibault. Mais comme bien d'autres délégués, connus pour leur opposition, il n'a pas eu l'honneur d'être « choisi ». Il nous l'a livré telle qu'il aurait voulu la présenter.

Pour le camarade, la stratégie d'unité au



Pour un syndicalisme de combat. Un meeting sur des bases de classe.

sommet avec des revendications construites au sommet conduit à l'échec comme en 2001, 2003, 2004. Aujourd'hui la NVO (l'hebdô de la CGT) va même jusqu'à revendiquer un contrat individuel « pour promouvoir une mobilité choisie qui correspond aux besoins de l'économie notre pays ». Il a affirmé l'opposition de l'USTM du Pas-de-Calais à cette voie de collaboration de classe. Et il a conclu : « Le changement dans la CGT s'impose ! ».

...CONTRE SYNDICALISME DE COLLABORATION DE CLASSE. Robert Pelletier, de la métallurgie 93, a repris plusieurs points du rapport d'activité et rappelé les dernières casseroles que traîne la direction confédérale. Le rejet par les salariés EDF-GDF de la réforme de leur régime de retraite défendu par le secrétaire de la fédération CGT de l'énergie avec le soutien de la direction confédérale. L'échec cuisant du syndicalisme « rassemblé », en 2003, lors de la lutte pour les retraites. Enfin la mise en minorité de la direction confédérale sur la question du vote au référendum. Il a conclu en soulignant le caractère historique de la réunion que nous étions en train de vivre et en appelant à la construction d'un syndicalisme de lutte de classe, bref une démarche qui tourne le dos à celle de Thibault, lequel se rend chez le ministre le jour même où le GIGN intervient sur le ferry en septembre dernier contre les travailleurs corses. Enfin, dans notre lutte contre la précarité, il a rappelé que la mobilisation contre le CESEDA, contre l'immigration kleenex, est essentielle et qu'il allait falloir agir dans les jours qui viennent.

AU NOM DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS, Nasser a remercié les camarades de l'USTM pour leur participation à toutes les initiatives appelées par eux et pas seulement lors des journées d'action. C'est cela qui a fait reculer le gouvernement Villepin. La lutte contre la précarité aurait pu continuer contre le CNE et la loi Egalité des chances grâce à la brèche qu'on avait ouverte. Ce n'est pas le choix qu'ont fait les directions syndicales. Pourtant « *...la seule façon de gagner, c'est*

Tous ensemble avec les armes de notre classe : les grèves, les manifestations, les blocages. Nous laissons aux autres les diagnostics partagés et les négociations à froid ». Nasser a conclu en appelant à la solidarité avec les inculpés de la lutte anti-CPE.

VERS UN COLLECTIF INTERPROFESSIONNEL D'OPPOSITION CGT. Isabelle Banny, la secrétaire de l'Union Locale de Longwy a ensuite dit quelques mots sur la lutte autour de Kamel Belkadi condamné comme responsable de l'incendie de l'usine Daewoo alors qu'il est notoire que c'est la direction elle-même qui a fait mettre le feu à son usine.

Enfin, les camarades du Collectif CGT Métallurgie ont appelé à la constitution d'un collectif interprofessionnel sur les mêmes bases de lutte de classe.

Nous avons fini en chantant l'Internationale, tous, à deux-cent cinquante dans la cour de la Bourse du Travail, le poing levé. Et ce n'était pas un rituel mais un chant d'espoir. Autour du barbecue, les groupes de discussions se faisaient et se défaisaient sur les sujets qu'on venait d'aborder. Bref, personne n'avait envie de se quitter.

Conscients de l'importance de ce meeting, notre organisation avait mobilisé pour cette échéance. Nous étions un certain nombre de VP de différentes provenances géographiques à y être venus. Assister, soutenir, mais aussi intervenir avec un tract.

L'accueil était sympathique. Beaucoup de discussions ont eu lieu autour de la table de presse. Nous avons pu constater que le blog « *ouvalacgt.over-blog.com* » était largement connu et apprécié. Des contacts ont été pris avec le Collectif qui a la volonté de travailler en commun à la construction d'une opposition de classe.

UNE VIDEO DE 25 MINUTES DE CE MEETING A ÉTÉ FAITE. ELLE EST EN FICHER MPEG, SUR UN CD QU'ON PEUT VISIONNER SUR UN ORDINATEUR. ELLE EST DISPONIBLE POUR 5 EUROS.

QUELS ÉTAIENT LES ENJEUX DU CONGRÈS ?

Il y en avait trois. Un sur l'orientation revendicative, un sur la tactique unitaire et le troisième sur l'organisation interne.

1 CONFIRMATION DE LA REVENDICATION DE NSTS. Sur l'orientation, c'était la question de la « Sécurité Sociale Professionnelle » et du « Nouveau Statut du Travail Salarié » (SSP et NSTS pour les intimes). Nous nous sommes abondamment répandus sur ce sujet lors des numéros précédents de *Partisan*. Adopté lors d'un précédent congrès, cet axe commence à susciter des résistances de plus en plus vives, au fur et à mesure qu'il devient clair pour un nombre croissant de militants que la revendication s'inscrit dans une perspective d'adaptation aux restructurations et à la

généralisation de la flexibilité. La question de la lutte contre les licenciements et pour l'organisation des chômeurs était absente du projet. Ce n'était pas un hasard. Elle a finalement été réintroduite dans le document final par adoption d'amendements de syndicats dans lesquels nous militons.

Le NSTS avait été concocté dans le club Confrontations où Le Duigou côtoie le gratin des PDG des gros trusts. Elle se substituait à toute la plateforme des revendications de la CGT. Le projet d'orientation n'en contenait plus une seule.

2 LA VALIDATION DE LA TACTIQUE D'UNITÉ AVEC LA CFDT. Le deuxième, sur la tactique, c'était la question du syndicalisme dit « rassemblé ». En clair la volonté de ne rien faire sans l'accord des confédérations les plus engluées dans la collaboration de classe. Qui se ressemble s'assemble, mais c'est bien pratique pour ensuite justifier de ne rien faire et d'attendre. L'unité que le mouve-

ment de jeunes a imposée aux confédérations et la victoire contre le CPE ont permis à Thibault de justifier cette stratégie en évitant de revenir sur les échecs antérieurs. La tactique se décline aussi au niveau européen et mondial avec la constitution prochaine, à l'automne, d'une fédération mondiale unissant la centrale des syndicats chrétiens et celle liée à l'AFL-CIO nord-américaine.

3 LA MAÎTRISE DES FINANCES DE L'ENSEMBLE DE LA CONFÉDÉRATION. Le troisième concernait l'organisation interne de la CGT. Cela fait plusieurs années que la nouvelle orientation de « syndicalisme de proposition » a été adoptée. Plusieurs années aussi que le NSTS est mis en avant. Mais avec le délitement politique de la CGT, cela a tendance à rester lettre morte. Les structures

font à peu près ce qu'elles veulent. D'où la volonté d'instaurer un système de remontée de cotisations qui permette au bureau confédéral de tenir les cordons de la bourse et d'imposer sa loi à toutes les structures. L'objectif est clairement une restructuration interne à la CGT sur le modèle des restructurations capitalistes. Tout bouger pour tout transformer et sabrer au passage les secteurs oppositionnels. Les syndicats aujourd'hui font eux-mêmes la péroration. Il est vrai que c'est tout et n'importe quoi. Bon nombre ne reversent même pas à l'interpro (pratiquement la moitié). Mais désormais les syndicats verseraient directement à un organisme central chargé de répartir. On voit à la fois comment cette réforme s'appuie sur de vrais problèmes et la mise au pas générale qu'elle prépare.

Ce dernier point a suscité le plus de résistances. Sur les deux premiers, l'orientation de la direction confédérale a été validée par les trois-quarts des congressistes. Sur le troisième point, l'accord a chuté aux deux-tiers. Les opposants ont été rejoints par une partie de l'appareil intermédiaire, d'accord sur le fond avec la direction, mais inquiets pour son avenir. CM

À COMMANDER À NOTRE BP



Une brochure



Renforcement du rôle policier de l'État français

Nous sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs... Cette guerre contraint la classe dominante à engager des restructurations sur restructurations... Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la « paix sociale »... Elles brisent les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État. *

RÉPRESSION DE SYNDICALISTES. Un militant de SUD-Rail (avec autocollant SUD-Rail visible), s'est vu contrôler et interpeller par la police et ce de façon musclée (matraques et rangiers) au soir des manifestations du mardi 28 mars 2006. A l'issue

de sa garde à vue (48 heures), il a été déféré au parquet au TGI de Paris. Il dut encore attendre 18 H pour se voir notifier les chefs d'inculpations suivants : « Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique... » et « Outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique ». Et convoqué au tribunal pour le 11 mai 2006 à 9 heures. Guillaume est depuis en arrêt maladie (entorses et contusions selon le médecin), il est de plus en état de choc émotionnel.

Le jeudi 30 mars 2006, vers 16 h30, c'est un militant des secteurs privés des Travailleurs du Rail, Abdelakim Khanchouche, mandaté par SUD-Rail et l'Union syndicale SUD-Nettoyage pour apporter aide et assistance syndicale aux grévistes de la S.A. USP Nettoyage, qui s'est vu mis en garde à vue pour « faits de grève » suite à dépôt de plainte de la SNCF. Il a fallu presque deux heures pour savoir où il était mis en garde à vue et n'a été libéré qu'au bout de 4 heures. Le lendemain, présent au piquet de grève, le même syndicaliste s'est vu, et lui seul, subir un contrôle d'identité, et un procès verbal pour absence de titre de transport lui a été dressé,

alors qu'il est sur un site de grève, mandaté par SUD-Rail.

RÉPRESSION D'UN MILITANT DE « SORTIR DU NUCLEAIRE ». Stéphane Lhomme a été arrêté par la Direction de la sûreté du territoire (DST) qui a mené une perquisition dans son appartement et a été placé en garde à vue à Bordeaux pour une durée indéterminée. Il a été mis en examen et soupçonné de détenir un document confidentiel défense qui démontre la vulnérabilité du réacteur nucléaire EPR en cas de crash suicide d'un avion de ligne. L'affaire est entre les mains de la section anti-terroriste du Parquet de Paris. Le réseau «Sortir du nucléaire» dénonce cette arrestation et demande la libération immédiate de son porte-parole.

Le réseau avait publié en septembre 2005 une lettre d'un responsable d'EDF (non couverte par le secret défense) faisant état de ce document confidentiel défense. Lors du débat public sur l'EPR qui s'est terminé début avril 2006, la CNDP (Commission nationale du débat public) avait censuré un passage de la contribution écrite du Réseau Sortir du nucléaire faisant état de ce document confidentiel-défense.

Cette affaire démontre une fois de plus toute l'opacité et la censure concernant le nucléaire. Nous assistons actuellement à un véritable passage en force de l'industrie du nucléaire qui tente par tous les moyens d'imposer la relance du nucléaire en France avec la construction d'un nouveau réacteur nucléaire EPR. Le 15 mai 2006, le Premier ministre Dominique de Villepin a annoncé que l'enquête publique sur la construction par EDF du réacteur EPR sera lancée «avant l'été». Après le succès du rassemblement de Cherbourg contre l'EPR le 15 avril 2006 qui a rassemblé 30 000 personnes et alors qu'une très grande majorité de l'opinion publique est opposée à la construction de nouvelles centrales nucléaires en France, le gouvernement tente de rendre inéluctable la construction de l'EPR avant les prochaines élections présidentielles et législatives de 2007.

PRISONNIER POLITIQUE BRETON RÉPRIMÉ. Dans son refus de la mise en liberté conditionnelle de Kristian Georgeault, il est précisé «qu'il n'a (...) exécuté que 6 années d'emprisonnement sur les 17 auxquelles il a été condamné». Pourtant, si K. Georgeault a bien été condamné le «26 mars 2004 par arrêt de la Cour d'Assises de Paris à la peine de 11 ans de réclusion criminelle» et le «29 juin 2005 par arrêt de la Cour d'Assises de Paris à la peine de 6 ans d'emprisonnement», ces deux condamnations ont été confondues, à la demande même du procureur de la cour d'assises spécialement constituée en juin 2005 (confusion motivée par le fait que Georgeault a été jugé deux fois pour les mêmes faits). La confusion porte donc la peine totale de K. Georgeault à 11 ans. Il a déjà effectué plus de la moitié de cette peine, celui-ci est donc en droit, comme la loi le permet à tout détenu, de demander une mise en liberté conditionnelle.

En outre, la juge d'application des peines motive son rejet par ces autres arguments : «-Attendu (...) que Monsieur Kristian Georgeault indique qu'il est toujours en lien avec le milieu indépendantiste breton et que c'est son comité de soutien qui lui adresse des mandats mensuels grâce auxquels il indemnise les parties civiles (...) Qu'il conviendra par consé-

quent de rejeter sa demande de libération conditionnelle.»

Cet argument rappelle bien que Kristian Georgeault est un prisonnier d'opinion, autrement dit un prisonnier politique. Les mandats qu'il a perçus sont envoyés par Skoazell Vreizh et proviennent de la solidarité bretonne. Il ne s'agit pas de cautionner des choix de luttes, mais c'est bien un soutien moral et financier. La solidarité ne plaît pas et devient même un argument de refus de liberté conditionnelle !

RÉPRESSION DE LA JEUNESSE. «Le mouvement anti-CPE a été fortement criminalisé : 5000 arrestations, plus de 500 peines de prisons... Face à cette situation, nous exigeons l'amnistie de l'ensemble des personnes poursuivies dans le cadre de ce mouvement, ainsi que celles poursuivies suite au mouvement lycéen de 2005 et lors de la révolte des quartiers populaires de novem-

bre-décembre derniers. Nous appelons à signer la pétition exigeant l'amnistie pour l'ensemble des personnes poursuivies dans le cadre de mouvements sociaux. De plus, cette répression s'exerce aussi sur un plan administratif dans les universités et les lycées :

- liste noire des étudiants grévistes ;
- filtrage à l'entrée d'un grand nombre d'universités reniant le libre accès aux bâtiments publics ;
- exclusion, temporaire ou définitive, de nombreux lycéens de leurs établissements ;
- modifications et re-modifications des modalités d'examen, très rarement relayées de manière correcte à tous les étudiants. » (Information fournie par la Coordination Nationale réunie à Montpellier le 21 mai 2006)

Informations rassemblées par SM

* Extraits de la page 8 de notre « Manifeste : de la résistance à la contre-offensive ». Demandez-le à notre Boîte postale, 2 euros.

Affiche éditée par Act-up Paris et le 9e collectif des sans-papiers. Mais combien, dans la course aux présidentielles, empruntent le programme sécuritaire et démagogique du Front national ? La dernière en date : la PS Ségolène Royal...

VOTEZ



LE PEN

www.actuparis.org
http://www.actuparis.org/indique114.html

9^{ème} collectif des Sans Papiers ACTUP GREVES



Humour

SARKOZY ET LE LAPIN

Sarkozy veut savoir laquelle de ces « forces de l'ordre », entre le GIGN, la DST et la police nationale, applique le mieux ses consignes.

Dans trois bois différents, on lâche un lapin.

Le GIGN arrive, encercle le bois, fait une sommation rapide, mitraille tout, arrose de napalm, et fout le feu au bois. Tout fiers, alors que la presse publie les photos du lapin les bras en l'air, les ninjas rapportent le cadavre carbonisé du lapin et déclarent : « Mission accomplie ».

Les espions de la DST placent des micros, engagent des lapines bien roulées, soudoient des renards, truffent des carottes de drogue, et font de l'intox dans les clairières. Après un mois d'enquête, ils concluent : « Affaire classée : il n'y a jamais eu de lapin. »

La police arrive, fait une rafle dans une clairière et se ramène le lendemain matin avec un sanglier très amoché qui dit : « Ok ! Ok ! Je suis le lapin ! »

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE D'UN ESPACE EUROPÉEN DES LIBERTES (ADEEL)

Lundi 22 et mercredi 24 mai, ont été libérés Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel, les camarades du (nouveau) Parti communiste italien, emprisonnés à la Santé et à Fleury-Mérogis depuis le 26 mai 2005. Ils étaient accusés, depuis le 23 juin 2003, par les autorités françaises, et à la demande des autorités italiennes, d'association de malfaiteurs ayant des finalités terroristes.

Après trois ans d'enquête, et après plus d'une année et demie de prison ferme, une année de résidence surveillée stricte (en 2004), le dossier du juge de l'anti-terrorisme Thiel continue à être vide (reste la détention de faux-papiers). Les deux camarades sont toujours soumis au contrôle judiciaire, comme le camarade Angelo D'arcangeli, libéré le 21 novembre 2005 [...]

Il est toujours plus manifeste que cette enquête se terminera par des non-lieu, comme les six autres montées en Italie depuis 1981, contre ces mêmes camarades du (n)Pci et tous ceux qui font partie de cette même mouvance politique (CARC, ASP etc.). Ces enquêtes ont pour vrai motif d'entraver le plus possible l'activité politique de reconstruction d'un parti communiste et maintenant de son développement [...]

**TOUS UNIS CONTRE LA CONSTRUCTION D'UN EUROPE IMPÉRIALISTE, LIBERTICIDE ET POLICIÈRE !
LIBERTÉ POUR TOUS LES DÉTENUÉS ET PERSÉCUTÉS DES LUTTES D'OCTOBRE-NOVEMBRE 2005, DES LUTTES CONTRE L'ENSEMBLE DES LOIS « ÉGALITÉ DES CHANCES », CONTRE LE CPE, CNE ET CESEDA !
LIBERTÉ POUR TOUS LES PERSÉCUTÉS DES LUTTES SOCIALES ET POLITIQUES !**

ADEEL c/o Bourse du Travail, 9-11 rue Genin, 93200 Saint-Denis
e-mail : adeel20042004@yahoo.fr – site Internet : www.adeeliberte.tripod.com

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

Football : Non aux bordels du Mondial !

COMMUNIQUÉ

Du 9 juin au 9 juillet 2006, douze villes allemandes accueilleront la Coupe du monde de Football et 3 millions de spectateurs environ — majoritairement des hommes — s'y déplaceront. Un événement sportif qui aiguise tous les appétits, même les plus sordides.

ÉVÈNEMENT SPORTIF OU MÉGA-BORDEL ?
A l'occasion de cet événement, l'industrie du sexe a érigé un gigantesque complexe prostitutionnel. Un méga bordel de 3000 m² pouvant accueillir 650 « clients » en même temps est déjà construit à Berlin à côté du principal stade de la Coupe du Monde. De plus, près de chaque stade, dans des zones clôturées de la taille d'un terrain de football, on a construit des « cabanes du sexe » ressemblant à des wc et appelées joliment « cabines de prestation ».

Préservatifs, douches et parkings sont à la disposition des acheteurs avec un souci par-



ticulier de protéger leur « anonymat ». Pour rentabiliser ces investissements et spéculant sur une demande accrue, les proxénètes et autres entrepreneurs de sexe s'approprient à importer des dizaines de milliers de femmes « supplémentaires », issues majoritairement de pays pauvres.

LE CORPS DES FEMMES N'EST PAS UNE MARCHANDISE. La prostitution, cette exploitation du sexe et de la misère, cette domination d'un sexe sur l'autre, est-ce cela les rapports entre hommes et femmes que nous voulons ?

Quel monde, quelle société voulons-nous ? Que tout s'achète et se vende ? Que le corps humain soit une marchandise comme les autres ? Les femmes ne seraient-elles que des objets ? Et les hommes que des machines à baiser incapables de respecter la dignité et

l'intégrité d'autres êtres humains ?

Nous disons NON au système prostitutionnel qui organise l'accès payant des hommes au corps des femmes ;

Nous disons NON à la demande, à « ceux qui veulent payer pour ça » ;

Nous disons NON à la banalisation de la prostitution qui ne fait que masquer les violences pourtant extrêmes inhérentes à celle-ci ;

Nous disons NON à la traite des êtres humains et à tout ce système prostitutionnel qui génère d'immenses profits pour les exploitateurs.

Agissons pour que le Mondial de football ne fasse pas la promotion publique de la traite et de la prostitution des femmes :

* En obtenant que les membres des

équipes de football, les clubs de supporters et les Fédérations rendent publique leur opposition à cette exploitation sexuelle ;

*** En exigeant que les pays comme la France — qui ont ratifié les Conventions et Protocoles contre la prostitution et la traite — s'opposent à la promotion de la prostitution pendant la Coupe du Monde, demandent la fermeture de ces bordels, ou se retirent de la compétition ;**

*** En protestant auprès du gouvernement allemand et de ses ambassades par lettres et délégations ;**

*** En appelant chacun et chacune à signer la pétition de la Coalition contre la traite des femmes :**

<http://catwepetition.ouvaton.org> ;

*** En rejoignant la mobilisation et les différentes actions que nous décidons ensemble.**

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes
Collectif National Droits des Femmes
Coalition contre la traite des femmes

1^{ER} MAI à THESSALONIQUE

Zito i kokkini protomaia ! *

Deux militants nantais se sont rendus en Grèce à l'occasion du 1er Mai après avoir établis des contacts avec les camarades du Parti communiste de Grèce marxiste-léniniste (KKE-ML) durant les dernières semaines.

LE KKE-ML est une des quatre organisations en Grèce se revendiquant du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung. Les trois autres organisations sont le ML-KKE (Parti communiste marxiste-léniniste de Grèce), le EKKE (Mouvement communiste révolutionnaire de Grèce) et le KOE (Organisation communiste de Grèce).

Nous avons donc rejoint les camarades à l'occasion du défilé du 1^{er} Mai 2006 dans la ville de Thessalonique, ville ouvrière et historique du mouvement ouvrier de Grèce. D'ailleurs, cette année coïncidait avec la commémoration de l'insurrection ouvrière de 1936 dans la ville, suite au massacre d'ouvriers du tabac par les forces armées. Le lieu de rendez-vous était précisément une stèle commémorative de cette insurrection, fleurie et drapée du drapeau rouge, faucille et marteau, pour l'occasion. Le 1^{er} Mai est traditionnellement, en Grèce, une manifestation où chaque courant politique présente un pôle à un endroit défini à l'avance, il n'y a donc pas de manifestation unitaire mais plusieurs manifestations qui ne se rejoignent pas. A Thessalonique, nous avons donc vu quatre manifestations se dérouler dans quatre grandes artères parallèles de la ville sans jamais se croiser : celle du parti révisionniste (KKE) et de sa fraction syndicale, le PAME, celle des sociaux-démocrates et des directions syndicales, celle des trotskystes et anarchistes, celle des marxistes-léninistes à laquelle nous avons participé.

Le pôle marxiste-léniniste a rassemblé quelque 500 militants, des quatre organisations précédemment citées. L'assistance était ouvrière et jeune, peu d'immigrés, sauf quelques camarades albanais ou turcs, mais sans banderoles spécifiques. Les camarades nous ont demandé de prendre la parole pour adresser notre salut fraternel de marxistes-léninistes de France aux camarades grecs. Tout en expliquant que nous étions des militants isolés, nous avons salué les efforts des camarades grecs dans la construction d'un parti communiste marxiste-léniniste et expliqué que c'était la tâche principale aujourd'hui des communistes marxistes-léninistes de France. Nous avons également expliqué dans cette adresse fraternelle notre souci d'apprendre de l'expérience riche des camarades grecs dans cette construction.

Nous avons été ensuite conviés à une discussion avec deux dirigeantes ouvrières de ce parti et un jeune camarade militant à Chypre. Pour leur part, elles nous ont expliqué l'origine et le développement du mouvement marxiste-léniniste en Grèce, tout en pointant également le fait de la division des organisations, — situation similaire à la France. Un des acquis des camarades nous semble être leur volonté collective de se réapproprié l'histoire du communisme sur la base de leur analyse du révisionnisme, de la restauration en URSS et en Chine, un choix de dire « notre histoire nous appartient, c'est à nous d'en faire le bilan, pas aux bourgeois ». Cette méthode leur a permis de

faire du communisme, non un repoussoir pour les masses mais un espoir pour construire un monde nouveau. De plus, nous avons également appris que ces camarades ont fait depuis longtemps le choix d'une prolétarisation continue de l'organisation ce qui les a préservés de déviations petites-bourgeoises inhérentes à la direction de ces organisations par des éléments de la petite-bourgeoisie. Ces camarades dirigeantes étaient toutes les deux des ouvrières municipales (éboueuses). Le travail théorique du KKE-ML sur l'histoire du communisme a fait l'objet d'un ouvrage du parti, traduit partiellement en anglais et que les camarades nous ont fourni en vue d'une traduction et

d'une diffusion en français. Enfin, la discussion s'est achevée sur le compte-rendu du jeune camarade chypriote qui nous a expliqué les efforts du parti pour se construire, y compris de manière clandestine, dans la partie turque de l'île.

En tant que militants isolés, nous nous sommes fait un devoir de rendre compte de notre expérience au plus grand nombre, en invitant les marxistes-léninistes de France à établir des contacts avec les camarades grecs, dans le but d'avancer vers la construction d'un authentique parti communiste marxiste-léniniste ici.

Des lecteurs, 12 mai 2006

* Vive le 1^{er} Mai !



LILLE TROIS ÉBOUEURS EN GREVE DE LA FAIM

Depuis le 2 mai dernier, 3 salariés de la société ESTERRA (capital contrôlé par Veolia Environnement — ex Vivendi — et Sita — Suez Lyonnaise des Eaux) sont en grève de la faim. Ils revendiquent la réintégration de deux d'entre eux, licenciés abusivement et dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail ainsi que les nombreuses pressions faites par la direction sur les camarades qui les soutiennent. Ainsi, le troisième gréviste s'est vu menacé alors qu'il prenait la décision de se syndiquer au SGAD (syndicat des déchets), rattaché à l'Union Syndicale Solidaire, seul syndicat à appuyer le mouvement dans la boîte.

Depuis plusieurs années, les conditions de travail des salariés de la société ESTERRA ne font que s'aggraver : * baisse de 10% des effectifs en deux ans ; * augmentation du nombre de contrats précaires ; * passage de 3 à 2 éboueurs par camion de collecte ; * contre-expertise médicale systématique faite par la direction en cas d'arrêt maladie...

C'est pour les soutenir qu'une centaine de personnes, contribuables, salariés d'Esterra et usagers se sont réunis jeudi 18 mai pour manifester du site d'Esterra à la Mairie de Lille, afin de réclamer la réintégration des salariés licenciés, la reconnaissance de la pénibilité du travail des éboueurs et enfin pour dénoncer le choix de privatisation d'un service public par les élus de la Ville (majorité PS, dirigée par Martine Aubry).

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES !

Comité de soutien : CO/ Union Syndicale Solidaires/ 84 rue de Cambrai à Lille/ 06 23 90 43 10 ou 06 18 74 31 23. Soutien financier aux grévistes : chèques à l'ordre du SGAD ; expédier SGAD ESTERRA, 54 rue Anatole France/ 59 155 Fâches Thumesnil

Un lecteur Lillois

Quand les canuts prirent le pouvoir...

Les canuts étaient pour la plupart des maîtres-ouvriers travaillant dans le textile et la soierie dans la ville de Lyon au 18^e et au 19^e siècles. Ils travaillaient en compagnonnage et en famille, pendant plus de quinze heures par jour.

Ce n'était pas des salariés, mais d'importants négociants – les « soyeux » – leur passaient commande, leur fournissaient la matière première et les payaient à un certain « tarif » (qui constituait leur salaire). De fait, les « soyeux » étaient donc leurs patrons et leur donnaient des ordres. Au nord de Lyon, cependant, il y avait aussi de véritables usines (ou manufactures), dont la plus importante embauchait déjà 600 ouvriers. Le textile était en effet la principale industrie de France en 1831 (Schneider date de cette époque !), et Lyon était la deuxième ville de France avec 180 000 habitants.

En 1831, le capitalisme français naissant connaît une grave crise économique. Les canuts n'ont plus assez de travail, et les négociants baissent les tarifs. La classe dominante est une adepte du libéralisme et se prononce contre l'instauration d'un « tarif minimal » (l'ancêtre du SMIC !). Même les mutuelles mises en place par les canuts (ancêtre des coopératives et des



Gravure d'époque

syndicats), qui avaient pour but de les rémunérer dans les périodes de baisse de la demande, n'arrivent plus à faire face.

Mais le peuple ne se laisse pas faire et a déjà une grande tradition de lutte. À Lyon, d'importantes révoltes populaires ont eu lieu dans un passé récent, telle « la grande rebeune » et « le grand tric des impi-

meurs ». En 1744 et en 1786, deux grands mouvements de canuts ont déjà lutté pour le tarif. Il y a eu bien sûr aussi la Révolution Française de 1789, et, tout proche, l'insurrection des ouvriers typographes et étudiants de Paris en juillet 1830, appelée les Trois Glorieuses, qui a renversé la monarchie dictatoriale de Charles X, vite remplacée par le monarchie « libérale » de Louis-Philippe, dominée par la bourgeoisie d'affaires. Dans cette ambiance mouvementée, des intellectuels tels Saint-Simon et Fourier dénoncent l'oppression des riches, l'injustice sociale, les méfaits de la concurrence... et font naître les premières « utopies » sociales, ancêtres du communisme.

L'INSURRECTION DE NOVEMBRE 1831. De janvier à octobre 1831, l'insurrection à venir s'annonce par de nombreux rassemblements pour du travail et du pain. Mais les tarifs continuent de baisser. C'est alors qu'en octobre, 8000 canuts se rassemblent pour élire des « commissaires » chargés de revendiquer un tarif minimum auprès du Préfet de Lyon. On peut lire dans la déclaration de cette assemblée : « Le moment est venu où, cédant à l'impérieuse nécessité, la classe ouvrière doit et veut chercher un terme à sa misère ». Suite à une nouvelle manifestation, le Préfet finit par accepter l'instauration d'un tarif minimum, mais les capitalistes « soyeux » refusent de l'appliquer et en appelle au gouvernement qui désavoue le Préfet !

C'est ainsi qu'en novembre, l'insurrection générale du peuple lyonnais se déclare. Une énorme manifestation déferle dans la ville le 21 novembre, et la Garde nationale de la Croix-Rousse (la GNCR) ne s'y oppose pas malgré les consignes. Mais celle de Lyon (la GNL), elle, tire sur la foule. Les ouvriers reculent et courent s'emparer des armes de la GNCR. Des barricades surgissent, dont une est surmontée par le légendaire drapeau noir sur lequel est inscrit : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

Une véritable panique gagne alors la bourgeoisie de Lyon. Le Préfet se range vite du côté de la répression, mais est pris en otage par les canuts avec le général de la GNL !

Le 22 novembre, les ouvriers de Lyon font la jonction avec ceux des autres villes alentour : de Vienne jusqu'à Saint-Etienne, le peuple se soulève. À Lyon, le Préfet et le général promettent un cessez-le-feu, et les canuts acceptent de les libérer... Du vent ! Car les troupes reprennent aussitôt l'assaut de la Croix-Rousse, bastion de la révolte. Mais elles sont repoussées par les canuts armés, qui tirent des barricades et des fenêtres. Les troupes sont débordées par les multiples foyers d'insurrection qui apparaissent. Les ouvriers de Saint-Just prennent le contrôle du télégraphe, coupant ainsi la communication entre Lyon et le gouvernement. Les ouvriers d'autres professions se soulèvent à leur tour, des bâtiments militaires sont incendiés. L'hôtel de la monnaie est occupé, mais aucun argent n'est pris (il s'y trouve pourtant 1 500 000 F en or). Au soir du 22, l'Hôtel de Ville est encerclé, la bourgeoisie et son armée sont en déroute.

LA PRISE DU POUVOIR. Dans la nuit, le Préfet et le général fuient alors pour un fort militaire voisin. Le 23 novembre, les canuts s'emparent donc de l'Hôtel de Ville laissé vide. Ils proclament un état major provi-

La chanson des Canuts

Écrite à l'occasion de l'insurrection, elle fut réécrite et mise en musique par Aristide Bruant en 1910.

*Pour chanter « Veni Creator »¹,
Il faut une chasuble² d'or (bis)
Nous en tissons pour vous, gens de l'Église,
Mais nous, pauvres canuts n'avons pas de chemises.
C'est nous les canuts
Nous sommes tout nus (bis).*

*Pour gouverner, il faut avoir
Manteaux ou rubans en sautoir³ (bis)
Nous en tissons pour vous, grands de la terre
Et nous, pauvres canuts, sans drap on nous enterre.
C'est nous les canuts
Nous sommes tout nus (bis).*

*Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira
Alors nous tisserons
Le linceul⁴ du vieux monde
Car on entend déjà la révolte qui gronde.
C'est nous les canuts
Nous n'irons plus nus.*

(1) « Viens Créateur » : c'est le début d'un chant religieux très connu ; (2) vêtement utilisé par le prêtre pour célébrer le culte, en particulier lors des grandes fêtes ; (3) autour du cou, descendant sur la poitrine ; (4) pièce de tissu qui enveloppe les morts.

soire, qui devient de fait un gouvernement insurrectionnel. Ils publient à cette occasion une déclaration dont voici le début et la fin : « Lyonnais, Des magistrats perfides ont perdu de fait leurs droits à la confiance publique ; une barrière de cadavres s'élève entre eux et nous, tout arrangement devient donc impossible. Lyon, glorieusement émancipé par ses braves enfants [...] Tous les bons citoyens s'empresseront de rétablir la confiance en ouvrant les magasins. L'arc-en-ciel de la vraie liberté brille depuis ce matin sur notre ville. Que son éclat ne soit pas obscurci. Vive la vraie liberté ! ». Une police ouvrière est aussitôt mise en place pour monter la garde devant les caisses des banquiers : les canuts craignent qu'on les prenne pour de simples voleurs ! Quasiment aucun pillage n'aura lieu. D'intenses débats politiques ont alors lieu à l'Hôtel de Ville, dont le principal axe partage ceux qui veulent rester fidèles aux institutions (ancêtres des réformistes !) et ceux qui veulent changer de régime (ancêtres des révolutionnaires !).

Le 24 novembre, l'état major provisoire est transformé en un « Conseil des 16 » (seize délégués des canuts) qui décide finalement de négocier avec le Préfet et les anciennes institutions : un tarif minimum est imposé. Mais pendant ce temps-là, la peur a gagné la bourgeoisie parisienne. Louis-Philippe envoie des renforts.

La répression sera féroce. Alors que le 24, il y eut plus de morts du côté militaire que du côté civil, la tendance s'inverse plusieurs jours plus tard (début décembre) lorsque les 30 000 soldats envoyés par Louis-Philippe entrent dans Lyon. 600 insurgés trouveront la mort et 10 000 seront expul-

sés de la ville. La classe monarchiste-capitaliste reprend le pouvoir, annule immédiatement le tarif minimum et limoge le Préfet discrédité. Dans les mois et années qui suivront, elle fera bâtir de nouveaux forts militaires tout autour de la ville pour mieux contrôler ce genre de révolte intérieure. Et ça lui sera utile, puisqu'en 1834, une nouvelle insurrection des canuts aura lieu, presque aussi importante que la première.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE. La révolte des canuts a de nombreux points communs avec l'expérience de la Commune de Paris, mieux connue. Cette insurrection spontanée a été loin, très loin, jusque dans la mise en place d'un pouvoir des travailleurs eux-mêmes, même si ce n'est qu'à un niveau régional et non au niveau de tout un pays. Les raisons de son échec sont évidemment multiples. Notons en particulier « l'innocence », ou plutôt les illusions, de ces canuts qui ne voulaient pas être pris pour des brigands et ne se sont ainsi pas emparés des réserves bancaires, qui ont libéré leurs otages sur de maigres promesses, qui ont accepté de composer avec les institutions de l'Etat monarchiste-capitaliste... Tant d'illusions en effet sur la véritable nature de cet Etat qui est avant tout l'Etat de la classe dominante et non celui du peuple. Notons aussi le manque de projet révolutionnaire, organisé et pensé à l'avance : la spontanéité du mouvement était en fait une de ses limites.

À Voie Proletarienne, notre projet est aussi d'instaurer un jour, par un mouvement révolutionnaire, un véritable gouvernement des travailleurs. Mais pour cela, il faudra être le plus nombreux possible à s'être débarrassés des illusions qui existent encore aujourd'hui sur l'Etat capitaliste, et à s'être regroupés en une force organisée porteuse d'un projet, d'un programme solides qui permettra aux travailleurs de ne pas se faire déposséder du pouvoir par les capitalistes. Cette force, c'est ce que nous appelons le Parti révolutionnaire des travailleurs.

Marc Roux

2 JUIN 1936 : « LES CONGÉS PAYÉS RUINENT L'ÉCONOMIE FRANÇAISE »

Nouvelles atrocités du Front Populaire



Entrée en vigueur le 31 mai, la loi sur les congés payés s'applique à partir du 2 juin 1936 en France. Jusque-là, si le patron prenait des congés, il fermait l'entreprise et plaçait son personnel en chômage technique sans salaire.

Dorénavant ceux qui peuvent compter un an dans l'entreprise (du 1^{er} juin de l'année précédente), obtiennent automatiquement les congés payés. Pour certains ouvriers ce sont les premières vacances qu'ils prennent de leur vie. La Fédération des Industries publie des pleines pages de publicité contre cette loi « communiste », qui marque « le

début d'une catastrophe économique sans précédent pour la France. Les congés payés feront plus de dégâts à l'industrie et l'artisanat que les destructions de la Grande Guerre. Dans trois ans, la France sera ruinée ! ». Saint-Sauveur, du Comité des Forges (syndicat patronal) écrit dans Le Figaro : « Nous devons tourner nos regards vers l'Allemagne de Monsieur Hitler, vers l'Italie de Mussolini pour voir comment il faut traiter la question sociale. » Trois ans plus tard, ruines et catastrophes sociales étaient là, pas à cause des congés payés, mais de la nouvelle guerre inter-impérialiste...



Gravure d'époque

NOS BROCHURES

Cet été, à lire et à voir

NOS BROCHURES

TOUTES LES BROCHURES PEUVENT ÊTRE COMMANDÉES À NOTRE BOITE POSTALE



Contre tout licenciement les "plans sociaux", l'intensification du travail, la précarité et le chômage

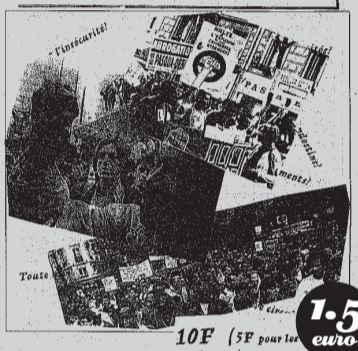
Pour la défense de l'emploi la réduction du temps de travail travailler tous et moins un avenir pour la jeunesse la retraite à 55 ans

Voir, notre :

Plateforme de lutte pour l'emploi

0,5 € (nouvelle version, revue et complétée)

Combattre le racisme! Combattre le chauvinisme! Pour l'unité internationale! Questions et réponses pour contrer les idées fausses sur l'immigration



10F (5F pour les étudiants...) 1,5 euro



7,5 euros

1871 AU NOM DU PEUPLE LA COMMUNE EST PROCLAMÉE!



Le 18 mars 1871, le peuple parisien chassa le gouvernement bourgeois et instaura son pouvoir. Ce fut la Commune de Paris. Pendant 72 jours ce pouvoir démontra qu'il était possible pour le peuple de s'émanciper de ceux qui l'oppriment et l'exploitent. Soixante-douze jours riches en événements, riches en transformations révolutionnaires, riches pour l'histoire du mouvement ouvrier. Riches en succès mais aussi en échecs, car la bourgeoisie écrasa la Commune, il y a 135 ans, en mai 1871. Ces 72 jours sont toujours aussi méconnus, car la bourgeoisie, toujours dominante, n'en fait pas publicité. C'est pour nous réapproprier notre histoire populaire que nous avons publié cette brochure en 1997. Disponible aussi en allemand

LIVRES

Conscience et lutte de classe

de Tom Thomas. L'auteur aborde la question du rôle de l'idéologie dominante dans la lutte de classe, et des conditions de son abolition. Editions Contradictions. Commande à faire à Albaroz, BP 404 — 75969 Paris Cedex 20 (10 euros port compris, chèque sans ordre)

De la Françafrique à la Mafiafrique

de François-Xavier Verschave. L'auteur est décédé il y a quelques mois. Ce tout petit livre (moins de 70 pages, moins de 3 euros) est un bon résumé de son travail de longues années... et de ses limites politiques. Nombre de pages auraient toute leur place dans Partisan, tant elles illustrent bien les mécanismes de l'impérialisme, des paradis fiscaux d'un côté aux guerres et à la misère des travailleurs de l'autre. Verschave pointe consciemment et très justement l'impérialisme français. Car l'idéologie officielle et les médias dénoncent les Américains en Irak, à la rigueur les Russes en Tchétchénie, mais la France au Rwanda ou en Côte-d'Ivoire, c'est la démocratie et les droits de l'homme! Ou, le plus souvent, le black out complet. Secret d'Etat! Ed. Tribord, 2004.

La nouvelle organisation de la production internationale (Crépuscule des Dieux sur le « nouvel ordre mondial » de Stefan Engel. George Bush proclama en 1991 un « nouvel ordre mondial ». L'auteur

analyse sous tous les angles comment ce nouvel ordre est devenu un désordre mondial. La « nouvelle organisation de la production internationale » qui est l'essentielle économique des mutations sociales a provoqué une multitude de crises, de guerres et de débâcles dévastatrices. Étant donné que le système capitaliste ne peut résoudre ces problèmes, son déclin s'accélère. Mais, en son sein, mûrissent en même temps tous les préparatifs matériels pour un véritable nouvel ordre mondial : l'affranchissement du système mondial impérialiste par une révolution socialiste internationale et la formation des États unis socialistes du monde. Aux éditions l'Harmattan ou à notre boîte postale.

LQR, la propagande du quotidien

de Eric Hazan. Ce petit livre de 120 pages collectionne les mots et expressions à la mode, il les situe, les décortique et montre leur fonction : cacher la réalité des classes sociales, de l'exploitation et du capitalisme. Exemple : l'expression « les exclus ». « Le remplacement des exploités par les exclus est une excellente opération pour les tenants de la pacification consensuelle, car il n'existe pas d'exclueurs identifiables qui seraient les équivalents modernes des exploités du prolétariat (...). Non seulement les exclus ne sont victimes de personne, mais ce qui leur arrive est le plus souvent de leur faute. Dans une société où chacun est l'entrepreneur de lui-même, chacun est responsable de sa propre faillite. » (page 107).

Le titre, LQR, signifie « lingua quintae republicae », langue de la Cinquième République en latin. La 4^e de couverture du livre précise même : « langue du néolibéralisme ». Or ce terme de néolibéralisme sert lui-même à éviter ceux de capitalisme et d'impérialisme ! Il faut donc s'emparer de la démarche de l'auteur et ne pas hésiter à aller plus loin.

La nécessité pour les exploités de mentir et de convaincre à la fois ne date pas de la fin du XX^e siècle. Réduire les travailleurs à l'abrutissement, à la misère ou les envoyer au massacre en les persuadant que c'est pour leur bien est tout un art ! D'ailleurs, le titre LQR est inspiré de celui d'un texte allemand paru en 1947, « LTI,

lingua tertii imperii », la langue du III^e Reich.

L'enjeu n'est pas seulement dans le choix des mots, mais dans le rapport de cette théorie à une pratique. L'auteur, Eric Hazan, a (page 74) cette incidente à caractère personnel, lourde de réalité et de parallèle historiques, à propos d'immigration et de « mesures d'éloignement » : « Ma famille et moi-même devons notre survie à des fonctionnaires de la mairie de Marseille qui ont pris le risque, en 1943, de ne pas obéir à de pareilles injonctions ».

En refermant ce petit livre, on se dit que l'auteur devrait poursuivre son étude et examiner comment cette langue-propagande de la bourgeoisie réussit à pénétrer les rangs du prolétariat. Deux exemples viennent à l'esprit, traités dans Partisan : la LCR de Besancenot, la CGT de Bernard Thibault. La LCR reprend volontiers l'expression « exclus ». Elle a abandonné l'expression de « dictature du prolétariat », qui n'est qu'une réponse à la dictature de la bourgeoisie. Alors, LCR, « langue de la cinquième république » ? Et la CGT ? Le monde du travail est au cœur des mécanismes de dénégation, d'euphémisme et autres, tels que décrits par Eric Hazan. Pensez aux « plans sociaux » devenus « plans de sauvegarde de l'emploi ». La « protection sociale » (page 55) désigne aujourd'hui, d'une manière positive, l'acceptation des licenciements et de la précarité, et elle est « sociale » parce qu'elle protège... l'individu (un statut du « travailleur salarié » au singulier).

Au passage, l'auteur se réfère explicitement à Marx et suggère, sans le dire, qu'il n'y a pas de 3^e voie : le langage de la vérité, c'est celui du communisme révolutionnaire. Un journaliste, un militant ou un politique qui n'est pas communiste est, qu'il en ait conscience ou pas, un menteur.

Et pourquoi toujours de nouvelles expressions à la mode, et à la con ? Parce que la classe dominante a besoin de mentir, d'endormir, et parce qu'elle a besoin de toujours innover. Nous devons donc toujours décrypter et démasquer. Ce petit livre nous y aide. Ed. Raisons d'agir, 6 euros.

On a raison de se révolter.

Dossier Partisan. Les banlieues brûlent... Quelles sont les solutions ?

FILMS

Les Réquisitions de Marseille

Un film sur une histoire oubliée de gestion ouvrière. Été 1944, les Marseillais en armes, ouvriers en tête, chassent l'occupant nazi. Dans une quinzaine d'entreprises, dont les patrons ont, le plus souvent, pris la fuite pour cause de collaboration, les ouvriers virent les cadres collabos, et prennent les commandes. Des soviets à Marseille ? Film réalisé par Sébastien Jousse et Luc Joulé et des témoins, de Cinquante-deux minutes. Disponible en cassette vidéo et en DVD. Contacter les productions de l'Oeil sauvage 3, rue Albert-Guilpin 94250 Gentilly.

Ni vieux ni traîtres

Ce film aborde la question de la violence révolutionnaire et de la lutte armée. Joëlle Aubron y parle de « l'hypothèse » d'Action Directe dans

les années 80 : démarrer la lutte armée et penser que l'exemple entrainera d'autres prolétaires dans le combat. Nous pensons, pour notre part, que nous sommes dans une période d'accumulation des forces et que la situation ne permet pas un affrontement armé avec la bourgeoisie. Nous avons développé ces idées au cours d'un débat avec les CCC. Les deux textes avaient été publiés, en 1992, dans une brochure « Violence Révolutionnaire et construction du parti en Europe ».

Tabac, la conspiration

Documentaire choc de Nadia Collot. Faire toujours plus de profit sur le dos des vivants qu'on précipite vers la mort est une prouesse dans laquelle l'industrie du tabac excelle. Le remarquable, et terrifiant, documentaire en donne les ressorts nauséeux.

RWANDA 10 ans après le génocide



2 euros

Cuba



La révolution est bien loin...

PLATE-FORME POLITIQUE

EN 4 CAHIERS (FORMAT 15 X 21 CM)

- Faillite à l'Est ! – Impérialisme et pays dominés – Faillite à l'Ouest ? CAHIER 1
- Changer le monde ! – Dictature du prolétariat – Révolution mondiale CAHIER 2
- Réforme, révolution – Immigration et impérialisme – Démocratie et révolution CAHIER 3
- Construire le Parti – Où en est-on aujourd'hui ? CAHIER 4

Dispo aussi en espagnol, en italien, en anglais et en allemand 4 EUROS L'ENSEMBLE — 1.5 E CHAQUE



Cette brochure constitue une analyse des forces sociales et politiques de la France aujourd'hui. Il décrit de façon condensée la politique que nous proposons. Ce document joue le rôle de Manifeste de l'OCML-Voie Proletarienne pour la période actuelle. Il est la synthèse des débats sur la situation politique que notre organisation a eu ces dernières années.

2 EUROS



OCML-VOIE PROLETARIENNE 6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50 euro

OCML-VOIE PROLETARIENNE 6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50 euro

DIFFUSEZ Partisan

En avril, le pays a été secoué pendant trois semaines par un mouvement insurrectionnel qui a forcé le roi Gyanendra à rouvrir les communications téléphoniques qu'il avait fait fermer et à libérer les journalistes et les membres des partis politiques qu'il avait fait emprisonner et à rétablir le parlement qu'il avait dissous depuis 2002.

Le parlement a nommé un premier ministre et un gouvernement, et a rapidement proclamé quelques mesures : il a mis fin à l'autorité du roi sur l'armée, il a introduit plusieurs changements formels, tels que la modification du nom de l'Armée royale du Népal pour l'Armée du Népal, et celui du « Gouvernement de Sa Majesté » pour le « Gouvernement du Népal », il a proclamé également que l'ancien royaume hindou sera désormais un État laïque. Poussé par la mobilisation, le parlement a également décrété un cessez-le-feu, en réponse à celui des maoïstes, il a donné son accord de principe pour l'élection d'une assemblée constituante (qui devrait en finir définitivement avec la monarchie et instaurer une République), et il a ouvert des négociations avec le PCN(m) et libéré des centaines de militants maoïstes emprisonnés.

PRESSION POPULAIRE PERMANENTE. Malgré ces premières mesures, le peuple népalais reste très méfiant vis-à-vis de l'Alliance des sept partis, ce regroupement des partis parlementaires qui dirige aujourd'hui le pays, qui ont par le passé montré leur corruption et leur soumission au pouvoir royal. Depuis la restauration du parlement, des manifestations ont encore eu lieu chaque jour à Katmandou. A un tel

point que le nouveau gouvernement, qui prétend être issu de la mobilisation populaire, a très vite interdit les manifestations aux alentours du palais royal et des bâtiments gouvernementaux. Les médias occidentaux nous avaient montré le soulèvement d'avril comme « démocratique », c'est-à-dire selon eux favorable aux partis parlementaires. En réalité, si cette révolution a été possible, c'est grâce au rapport de force construit par le PCN(m) - Parti Communiste du Népal (maoïste), qui mène la guerre populaire depuis dix ans, qui a construit la mobilisation et l'organisation à l'échelle de tout le pays et qui a fait grandir la conscience et la détermination révolutionnaires au Népal. Il est vrai que le PCN(m) est surtout visible dans les campagnes, qui sont en grande partie des zones libérées, où le gouvernement central n'exerce plus aucune autorité, et où la vie sociale s'est organisée selon les principes révolutionnaires de démocratie et d'égalité. Mais ses militants travaillent également à Katmandou, clandestinement ou au sein d'organisations de femmes, d'étudiants ou de syndicats. Donc, lors des manifestations d'avril, on a pu faire croire qu'ils étaient absents du processus révolutionnaire en cours, d'autant plus que toutes les autres couches de la population (sauf les religieux et l'armée) se sont soulevées contre le pouvoir absolu du tyran.

Vendredi 2 juin, une manifestation monstrueuse a réuni entre 300 000 et 500 000 militants et sympathisants maoïstes à Katmandou aux cris de « Nous brûlerons la couronne et nous dirigerons le pays ». Avec cette démonstration de force, le PCN(m) rappelle aux 7 partis au pouvoir que les revendications immédiates sont loin d'être satisfaites, et que plus d'un mois après le rétablissement de certains droits démocratiques, il est grand temps de dissoudre ce parlement et de procéder à de nouvelles élections.

NOUVELLE ÉTAPE. Le PCN(m) affiche sa volonté de participer à un gouvernement démocratique pour faire avancer son programme immédiat : outre l'élection de la nouvelle assemblée, il est urgent d'appliquer la redistribution des terres, de garantir des droits démocratiques et sociaux aux femmes, aux minorités nationales et aux Dalits (basses castes ou « intouchables », particulièrement opprimés dans le système féodal népalais). Aujourd'hui, avec le mouvement révolutionnaire d'avril, c'est une nouvelle étape qui a été franchie par le peuple Népalais dans sa lutte pour l'émancipation. Les dix années de guerre populaire ont permis d'asseoir le rapport de forces et de commencer à construire concrètement une nouvelle société dans les zones libérées. Mais ces



années de guerre ont aussi coûté de lourds sacrifices (13 000 morts, dont les trois quarts de militants maoïstes), et le peuple népalais aspire à la paix. Le rapport de force et la puissante mobilisation des masses permet aujourd'hui au PCN(m)

d'imposer son programme pour la révolution démocratique contre le féodalisme. Mais le combat ne s'arrêtera pas là, dès à présent, il faut préparer l'étape suivante, la révolution socialiste.

Militants VP

L'INDE ET LA CHINE, VOISINS IMPÉRIALISTES INQUIETS

Pour les puissances impérialistes voisines, la situation népalaise est inconfortable : l'Inde a dû se résoudre à la réalité de la mobilisation du peuple contre le régime tyrannique, au nom des droits de l'homme, mais la puissance des maoïstes népalais est une menace pour elle-même, leur exemple ne peut que renforcer les aspirations du peuple et les organisations qui dans tout le nord de l'Inde mènent la guerre populaire. Le gouvernement indien propose donc son soutien au nouveau pouvoir népalais, cette fois-ci non plus en armes, comme elle le faisait avec le roi, mais en aide alimentaire. Il espère ainsi pouvoir stabiliser la situation politique et maintenir sa position de domination. Quant à la Chine,

(l'autre voisin), elle a soutenu jusqu'au bout le tyran autocratique. Il faut dire que pour financer son règne, Gyanendra jouait de la rivalité entre les deux puissances et avait ouvert le marché népalais aux investissements et aux produits chinois. Le gouvernement chinois est lui aussi bien embarrassé de cette révolution démocratique, alors qu'il essaye de taire même le mot de « maoïstes », parlant toujours de « guérilla ». Alors, coincé entre ces deux géants concurrents, le nouveau Népal doit au plus vite se protéger de l'ingérence de l'un comme de l'autre. Cette lutte anti-impérialiste est l'un des points du programme immédiat du PCN(m).



POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 204

ÉDITO : UNITÉ DES TRAVAILLEURS CONTRE LA LOI SARKOZY	2
SANS-PAPIERS : QUELLES PERSPECTIVES ?	3
INTERVIEW : NOUVELLE GÉNÉRATION DE MILITANTS	4
MODÈLE SOCIAL ANGLAIS ?	5
CGT : 48 ^e CONGRÈS : BILAN	6-7
RENFORCEMENT DU RÔLE POLICIER DE L'ÉTAT	8
FOOT: NON AUX BORDELS DU MONDIAL/ 1 ^{er} MAI À THESSALONIQUE	9
QUAND LES CANUTS PRIRENT LE POUVOIR	10
LECTURES D'ÉTÉ	11

PARUTION DU NUMÉRO 205 VERS LE 7 SEPTEMBRE. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 27 AOÛT

★ AGENDA

JOURNÉE INTERNATIONALE DU PRISONNIER RÉVOLUTIONNAIRE

24 JUIN de 12 h à 21 h. Un buffet est prévu le midi et le soir. 21 ter rue Voltaire Paris 11^e (métro rue des Boulets)

LA BELLE ROUGE (théâtres, cabarets, films, chorales...)

Du 28 au 30 juillet à Saint-Amand-Roche-Savine, Puy de Dôme, Jolie Môme organise un festival « La Belle Rouge ». Détail du programme (www.cie-joliemome.org/labelrouge/labelrouge-festival.html) prix, possibilités d'hébergement, etc. : téléphonez au 06 83 59 80 11 ou au 01 49 98 39 20.

7^e CONSEIL POLITIQUE DES FEMMES

« Pas soumises mais audacieuses et visionnaires – pour un monde nouveau ! » 13, 14 et 15 octobre 2006 à l'Université Heinrich Heine à Düsseldorf en Allemagne. Le Conseil politique des femmes est une rencontre internationale, politique et culturelle, qui sert à échanger les expériences des groupes ou organisations de femmes. Au programme du Conseil d'octobre 2006: voyage au cœur des femmes avec des invitées des quatre coins du monde. 15 forums de débats sur :

- atteintes aux droits des femmes — dépressions, une maladie féminine
- chômage des femmes — la vie des migrantes en Allemagne
- le rôle de la mère dans la famille — femmes dans l'industrie
- la réforme de la sécurité sociale — la privatisation des tâches sociales — la femme et le socialisme.

Ateliers : chansons, danse, ... soirée culturelle ...
Contact-inscription : (Allemagne) Anne Wilhelm, Postfach 100809, D-45879 Gelsenkirchen, Tel/fax: 0049209/13 52 31. Plus d'infos : www.frauenpolitischerratschlag.de — email : fp-ratschlag@web.de (France) Voie prolétarienne BP n° 48 93802 Epinay/Seine cedex email : vp.partisan@caramail.com